



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 03 du 30 janvier 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 février 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	46
INSTITUTION DU MEDiateur DE LA REPUBLIQUE	46
Décision du 13 janvier 2009 désignant Madame Mireille BIA déléguée du Médiateur de la République à la sous-préfecture de Briey.....	46
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	46
CABINET DU PREFET	46
Service interministériel de défense et de protection civile	46
Extrait de l'arrêté n° 01/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	46
Extrait de l'arrêté n° 02/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques	48
Extrait de l'arrêté n° 03/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques	49
Extrait de l'arrêté n° 04/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques	49
Extrait de l'arrêté n° 05/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques	49
Extrait de l'arrêté n° 06/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques	50
Extrait de l'arrêté n° 07/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	50
Extrait de l'arrêté n° 08/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	50
Extrait de l'arrêté n° 09/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	50
Extrait de l'arrêté n° 10/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	51
Extrait de l'arrêté n° 11/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	51
Extrait de l'arrêté n° 12/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	51
Extrait de l'arrêté n° 13/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	51
Extrait de l'arrêté n° 14/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	51
Extrait de l'arrêté n° 15/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	52
Extrait de l'arrêté n° 16/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	52
Extrait de l'arrêté n° 17/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	52
Extrait de l'arrêté n° 18/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	52
Extrait de l'arrêté n° 19/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	52
Extrait de l'arrêté n° 20/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	52
Extrait de l'arrêté n° 21/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	53
Extrait de l'arrêté n° 22/2009/SIDPC du 15 janvier 2009 portant approbation du dispositif O.R.S.E.C. - dispositions spécifiques - Base Aérienne 133 de Nancy-Ochey	53
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	53
Bureau des réglementations	53
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle ..	53
Extrait de l'arrêté modificatif du 26 janvier 2009 portant composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle.....	53
Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Rehainviller (suite à une rectification d'erreur matérielle).....	54
Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre-lès-Nancy (suite à une rectification d'erreur matérielle)	54
Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 autorisant la modification d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre-lès-Nancy (suite à une rectification d'erreur matérielle)	55
Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lexy (suite à une rectification d'erreur matérielle).....	55
Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2009 portant classement du restaurant Hostellerie de Sion Sauvoy Restauration dans la catégorie « restaurant de tourisme »	56
Extrait de l'arrêté du 26 janvier 2009 fixant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2009	56
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	58
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	58
Extrait de l'arrêté n° PPRT 2009-001 du 13 janvier 2009 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du site Coopérative Agricole Lorraine de Écrouves.....	58
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à Lunéville	58
Extrait de l'arrêté n° CLIC 2009-001 du 16 janvier 2009 portant renouvellement de la composition du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.) de l'établissement Sévéal de Ludres	59
Extrait de l'arrêté du 19 janvier 2009 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites	59
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 20 janvier 2009 mettant en demeure le Président du Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de la Vallée de l'Othain de procéder à l'entretien du barrage sur l'Othain, de procéder à des mesures d'urgence et conservatoires au titre de la sécurité publique et de réaliser un diagnostic complet de l'ouvrage	60
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2009 portant renouvellement du Comité Local d'Information et de Concertation du site de la Coopérative Agricole d'Écrouves.....	61
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	61
Extrait de l'arrêté du 9 janvier 2009 fixant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial	61
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières.....	62
Arrêté n° 09.BMSSE.03 du 28 janvier 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est	62

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	63
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	63
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 3742/2008 du 13 janvier 2009 (Vosges/ Meurthe-et-Moselle) retirant la compétence « en lien avec les communes membres, faire procéder à l'enfouissement de réseaux électriques et téléphonique, hors candélabres et tous supports » de l'article 2 des statuts de la communauté de communes de la vallée de la Plaine	63
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	63
Extrait de l'arrêté en date du 19 janvier 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat des eaux de Mercy-le-Bas, Boismont et Bazailles	63
Extrait de l'arrêté en date du 21 janvier 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières	63
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	64
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	64
Délibération n° 101/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008	64
Délibération n° 104/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008 relative à la conclusion d'un contrat de retour à l'équilibre financier avec le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson	64
Délibération n° 105/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008	64
Délibération n° 106/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008	65
Délibération n° 108/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008	65
Délibération n° 109/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008	66
Délibération n° 03/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 janvier 2009	66
Délibération n° 05/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 janvier 2009	66
Délibération n° 06/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 janvier 2009	67
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	67
Division d'exploitation de Metz	67
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-01 en date du 15 janvier 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'une potence sur A 33	67
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	68
Service actions et établissements de santé	68
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC N° 1503-08 du 30 décembre 2008 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Dommartin-lès-Toul	68
Service solidarité - autonomie	69
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N° 1462 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 007 du 12 janvier 2009 autorisant l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Hussigny-Godbrange	69
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N° 1463 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 006 du 12 janvier 2009 autorisant l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Foug	69
Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N° 1464 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 008 du 12 janvier 2009 autorisant l'Association HOSPITALOR à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Ville-Houdlemont	70
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	70
Service association foncière	70
Extrait de l'arrêté 2008/AF/446 du 19 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Choley Menillot	70
Extrait de l'arrêté 2008/AF/447 du 19 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Mamey	71
Extrait de l'arrêté 2008/AF/448 du 29 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Mehoncourt	71
Extrait de l'arrêté 2008/AF/449 du 29 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Fréménil	71
Extrait de l'arrêté 2008/AF/460 du 22 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Jaulny-1	72
Extrait de l'arrêté 2008/AF/461 du 22 décembre 2008 portant modification de la composition du bureau de l'association foncière de Jaulny-2	72
Extrait de l'arrêté 2008/AF/480 du 9 janvier 2009 portant dissolution de l'association foncière de Benney-1	72
Service forêt, chasse et milieux naturels	73
Extrait de l'arrêté n° 2008/444 du 15 décembre 2008 modifiant l'arrêté du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Haucourt-Moulaine	73
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	73
Arrêté 09-DDSV54-014 du 27 janvier 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle	73
Service santé et protection animales	74
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.003 du 15 janvier 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Murielle MENARD, vétérinaire à Baccarat	74
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.008 du 20 janvier 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marilyn GUILLEMAIN, vétérinaire à Marly	74
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.009 du 20 janvier 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Rémi MORHAIN, vétérinaire à Fey	74
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.010 du 26 janvier 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Sophie GROOT KOERKAMP, vétérinaire à Montigny-lès-Metz	74
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	75
Service transports et sécurité	75
Extrait de l'arrêté 2008/DDE/013/TBSC du 30 juin 2008 portant publication de la carte de bruit des autoroutes non concédées et routes nationales du département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an	75
Extrait de l'arrêté 2008/DDE/020/TBSC du 24 décembre 2008 portant publication de la carte de bruit des voies communales du département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an	75
Extrait de l'arrêté 2008/DDE/021/TBSC du 24 décembre 2008 portant publication de la carte de bruit de l'autoroute concédée A31 dans le département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an	76
Extrait de l'arrêté 2008/DDE/022/TBSC du 24 décembre 2008 portant publication de la carte de bruit de l'autoroute concédée A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an	77
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	77
Service des ressources humaines	77
Extrait de l'arrêté n° 2009 DDEA-05 du 16 janvier 2009 modifiant la liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches de l'enveloppe NBI prévue par le protocole DURAFOR	77
Service application du droit des sols	78
Décision de délégation de signature du 30 janvier 2009 concernant les taxes d'urbanisme de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture	78
Service environnement eau et biodiversité	78
Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2009 autorisant le recyclage agricole des boues produites par la station d'épuration du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy (SIAAL) au titre du code de l'environnement	78
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	81
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2008 portant renouvellement d'habilitation du centre éducatif renforcé « Echange »	81
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	81
Extrait de la décision du 7 janvier 2009 fixant le tarif des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance, le tarif des péages pour le transport public de passagers et les tarifs spéciaux des péages de plaisance en 2009	81
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	82
Trésorerie de Nancy-Municipale – En date du 20 janvier 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Coralie LARGAJOLLI, Inspecteur	82

AUTRES SERVICES	82
TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY	82
Contentieux n° 07-018 NC 54 : Association « Jeunesse Culture Loisirs et Technique » à PARIS (Service d'accompagnement familial et éducatif « SAFE Nancy ») contre président du conseil général de Meurthe et Moselle (arrêté du 12 mars 2007).....	82
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	84
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2008 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle	84
Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2009 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle .	85
AVIS ET COMMUNICATIONS	85
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	85
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	85
Service actions et établissements de santé	85
Nomination au choix - Avis de vacances de postes - Agent chef de deuxième catégorie	85
Nomination au choix - Avis de vacances de postes - Agent de maîtrise	86
LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES	
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	
Circulaire du 16 janvier 2009 relative au barème de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu sur les indemnités de fonction perçues par les élus locaux en 2009	
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	
Circulaire du 16 janvier 2009 relative à la réforme du code des marchés publics	
Circulaire du 26 janvier 2009 relative au fonds de compensation pour la TVA - année 2009	

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**INSTITUTION DU MEDiateur DE LA REPUBLIQUE**

Décision du 13 janvier 2009 désignant Madame Mireille BIA déléguée du Médiateur de la République à la sous-préfecture de Briey

Le Médiateur de la République

Vu la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République, modifiée et complétée, et notamment son article 6-1,

Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination de M. Jean-Paul DELEVOYE en qualité de Médiateur de la République,

D E C I D E

Madame Mireille BIA est désignée, pour la période du 1er février 2009 au 31 janvier 2010, en qualité de déléguée du Médiateur de la République dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Elle exercera ses fonctions à la sous-préfecture de Briey.

Paris, le 13 janvier 2009

Le Médiateur de la République,
Jean-Paul DELEVOYE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET DU PREFET**

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté n° 01/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 : L'annexe jointe à l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est modifiée et annexée au présent arrêté.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée au maire des communes intéressées.

Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 3 : Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Briey, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

ANNEXE

Liste des communes où s'appliquent les obligations d'information prévues aux I, II et IV de l'article L. 125-5 du code de l'environnement

INSEE	Commune	Plan	RISQUE	Bassin risque	Prescrit	Approuvé
54007	Aingeray	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54022	Arnaville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54025	Art-sur-Meurthe	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54027	Atton	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54028	Auboué	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
		PPR	technologique	Titanite	08/10/2007	
54031	Autreville-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	-		24/03/2004
54038	Azerailles	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54039	Baccarat	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54042	Bainville-aux-Miroirs	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54043	Bainville-sur-Madon	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54045	Barbonville	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54054	Bayon	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54060	Belleville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54062	Benney	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54065	Bertrichamps	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54072	Bezaumont	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54073	Bicqueley	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54076	Blainville-sur-l'eau	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54077	Blâmont	PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54079	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
54082	Boncourt	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54090	Bouxières-aux-Dames	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54109	Ceintrey	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54111	Chaligny	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54114	Champey-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54115	Champigneulles	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54118	Charency-Vezin	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
54122	Chaudeney-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	

54123	Chavigny	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54125	Chenevières	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54136	Conflans-en-Jarnisy	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54137	Cons-la-Grandville	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
54144	Crévéchamps	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54145	Crévic	R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54150	Custines	PSS	inondation	Meurthe /Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe /Moselle	12/07/2006	
54151	Cutry	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
54152	Damelevières	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54154	Deneuvre	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54157	Dieulouard	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54159	Dombasle-sur-Meurthe	R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54167	Dommartin-lès-Toul	PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	
		PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54196	Flavigny-sur-Moselle	PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54199	Flin	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54202	Fontenoy-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54206	Frambois	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PSS	inondation	Moselle et Meurthe		10/09/1956
54215	Frouard	PPR	inondation	Moselle et Meurthe	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-	08/03/2002	
54217	Gélacourt	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54227	Giraumont	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54229	Glonville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54232	Gondreville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54238	Grippport	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54250	Haraucourt	R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54252	Haroué	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54253	Hatrize	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54256	Haussonville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54260	Hériménil	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54263	Homécourt	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54265	Houdemont	PPR	mouvement de terrain	-	12/04/2000	
54273	Jarny	PPR	inondation	Orne		18/09/2006
54274	Jarville-la-Malgrange	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54277	Jeandelize	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54280	Joeuf	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54281	Jolivet	PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54286	Labry	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54287	Lachapelle	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
		PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54300	Laneuveville-devant Nancy	R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54303	Laronxe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54305	Lay-Saint-Christophe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54309	Lemainville	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54311	Lenoncourt	R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54314	Lexy	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54318	Livardun	PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-	08/09/2003	
54320	Loisy	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54321	Longlaville	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
54322	Longuyon	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
54323	Longwy	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
54324	Lorey	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54328	Ludres	PPR	technologique	SEVEAL	18/11/2008	
		PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54329	Lunéville	PPR	inondation	Vezouze	12/01/2006	
54339	Malzéville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54344	Mangonville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54351	Marbach	PPR	mouvement terrain	-		06/06/2007
		PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
54352	Maron	PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54357	Maxéville	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54364	Méréville	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54366	Messein	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54369	Millery	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54371	Moineville	PPR	Technologique	Titanite	08/10/2007	

54373	Moncel-lès-Lunéville	PPR	inondation	Meurthe		10/09/1956
54382	Mont saint Martin	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
54383	Mont-sur-Meurthe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54391	Moutiers	PPR	Technologique	Titnite	08/10/2007	
54395	Nancy	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54397	Neuves-Maisons	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54399	Neuviller-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54408	Olley	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54415	Pagny-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54426	Pierre-la-Treiche	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54429	Pierreville	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54430	Pompey	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
		PPR	mouvement de terrain	-		18/09/2006
54431	Pont-à-Mousson	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	12/07/2006	
54432	Pont-Saint-Vincent	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
		PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54440	Puxe	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
54449	Rehainviller	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54451	Rehon	PPR	inondation	Chiers	09/12/2008	
54459	Richardménil	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
54462	Rosières-aux-Salines	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54465	Roville-devant-Bayon	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54472	Saint-Clément	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54479	Saint-Mard	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54482	Saint-Max	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54483	Saint-Nicolas de-Port	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54486	Saint-Remimont	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54505	Sexey-aux-Forges	PPR	mouvement de terrain	Coteaux de la Moselle		23/09/1999
		PPR	inondation	Moselle		27/07/2000
		PPR	mouvement de terrain	-	03/12/2002	
54509	Sommerviller	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54519	Thierville-sur-Meurthe	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54526	Tomblaine	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54527	Tonnoy	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54528	Toul	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	inondation	Moselle	19/12/2005	
54542	Valleroy	PPR	inondation	Orne	28/01/2002	
		PPR	Technologique	Titnite	08/10/2007	
54546	Vandières	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54549	Varangéville	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
		R111.3	sel	Bassin salifère Nancy		19/03/1991
54550	Vathiménil	PSS	inondation	Meurthe		10/09/1956
54559	Velle-sur-Moselle	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54565	Vigneulles	PPR	inondation	Meurthe		19/07/2007
54583	Villey-le-Sec	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54584	Villey-Saint-Etienne	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54585	Virecourt	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
54589	Vitonville	PSS	inondation	Moselle		10/09/1956
		PPR	mouvement de terrain	-		02/12/2008
54591	Voinémont	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54593	Waville	PPR	mouvement de terrain	-		06/06/2007
54596	Xeuilley	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	
54597	Xirocourt	PPR	inondation	Madon	24/11/2006	

Extrait de l'arrêté n° 02/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 : Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de Cutry sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer et le cas échéant,
- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2 : Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Cutry sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 03/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de Lexy sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer et le cas échéant,
- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée. Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2 : Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Lexy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 04/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de Longwy sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer et le cas échéant,
- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée. Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2 : Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 05/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de Mont-Saint-Martin sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer et le cas échéant,
- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée. Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2 : Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Mont-Saint-Martin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 06/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de Rehon sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer et le cas échéant,
- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée. Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2 : Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Rehon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 07/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 31 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Charenzy-Vezin.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet de Briey, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Charenzy-Vezin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 08/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 36 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Cons-la-Grandville.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet de Briey, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Cons-la-Grandville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 09/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 81 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Longlaville.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet de Briey, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Longlaville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 10/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 82 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Longuyon.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet de Briey, le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Longuyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 11/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°84 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Ludres.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le directeur de cabinet, et le maire de la commune de Ludres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 12/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n°141 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Vittonville.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Vittonville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 13/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°45 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune d' Epiez-sur-Chiers est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune d'Epiez-sur-Chiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 14/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°57 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de Grand-Failly est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Grand-Failly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 15/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°96 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de Montigny-sur-Chiers est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Montigny-sur-Chiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 16/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°104 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de Petit-Failly est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Petit-Failly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 17/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°105 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de Piennes est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Piennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 18/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°118 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de Saint-Jean-les-Longuyon est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Saint-Jean-les-Longuyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 19/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°137 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de Villette est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Villette sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 20/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°142 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de Viviers-sur-Chiers est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Viviers-sur-Chiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 21/2009/SIDPC du 12 janvier 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'arrêté préfectoral n°147 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune de Xivry-Circourt est abrogé.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Xivry-Circourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 22/2009/SIDPC du 15 janvier 2009 portant approbation du dispositif O.R.S.E.C. - dispositions spécifiques - Base Aérienne 133 de Nancy-Ochey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Le dispositif O.R.S.E.C. dispositions spécifiques base aérienne 133 est approuvé. Il est applicable à compter de la date du présent arrêté. Les dispositions du P.S.S. de l'aérodrome de Nancy-Ochey du 19 février 2003 sont abrogées.

Article 2 : Ce dispositif fera l'objet d'une révision chaque fois que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, le commandant de la base aérienne 133, l'ensemble des responsables des services et organismes mentionnés dans la mise en œuvre de ce dispositif, les maires des communes de Allain ; Bagneux ; Bainville-sur-Madon ; Barisey-la-Côte ; Barisey-au-Plain ; Biqueley ; Blenod-lès-Toul ; Bulligny ; Colombey-les-Belles ; Crepey ; Crezilles ; Dolcourt ; Germiny ; Goviller ; Gye ; Houdelmont ; Maizières ; Marthemont ; Mont-le-Vignoble ; Moutrot ; Ochey ; Paray-St-Cezaire ; Pierre-la-Treiche ; Pont-St-Vincent ; Selaincourt ; Sexey-aux-Forges ; Thelod ; Thuilley-aux-Groseilles ; Toul ; Viterne ; Vitrey ; Xeuilley, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 15 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : L'arrêté en date du 23 décembre 2005 fixant la composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle est modifié comme suit :

Article 2 : Conformément à l'article 7 du décret n°96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance modifié par l'article 60 du décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle est composée comme suit :

- 1) désignés par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy :
 - Madame Hélène ACQUIER, juge des enfants, tribunal de Grande Instance de Nancy, présidente,
 - Madame Martine LAPLASSE, premier vice-présidente, tribunal de Grande Instance de Nancy, présidente suppléante,
- 2) désignés par l'association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Henry LEMOINE, maire de PONT A MOUSSON, membre titulaire,
 - Monsieur Claude BOURA, maire de XOUSSE, membre suppléant,
- 3) désignés par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Daniel ESCHENBRUMER, membre titulaire de la commission,
 - Madame Nicole GIRARD, membre suppléant de la commission,
- 4) personnalités qualifiées choisies en raison de leur compétence :
 - Monsieur Guy FAGOT, sous-officier de réserve, retraité de la gendarmerie nationale, membre titulaire
 - Monsieur Jean-Louis CRESPO, capitaine de police, membre suppléant

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif du 26 janvier 2009 portant composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : L'arrêté en date du 23 octobre 2008 fixant la composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle est modifié comme suit :

« Article 2 : Conformément à l'article 7 du décret n°96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance modifié par l'article 60 du décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, la composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle est modifiée comme suit :

1) désignés par madame le premier président de la cour d'appel de Nancy :

- président titulaire de la commission : Monsieur Olivier CLERC, vice-président du tribunal de Grande Instance de Nancy,
 - présidente suppléante de la commission : Madame Christine LEFEVRE-GANAHL, vice-présidente du tribunal de Grande Instance de Nancy. »
- Le reste est sans changement.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 26 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Rehainviller (suite à une rectification d'erreur matérielle)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er : M. Francis PLEUT, gérant, est autorisé à installer au café-tabac des Sports – 54300 REHAINVILLER un système de vidéosurveillance de trois caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0139

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Francis PLEUT, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Francis PLEUT, gérant,
- M. le maire de REHAINVILLER,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours : Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy (suite à une rectification d'erreur matérielle)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er : Le CAREP est autorisé à installer un système de vidéosurveillance à l'immeuble Vand'Affaires – 3, allée Venlo – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY d'une caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0127

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur de CAREP et MMes les assistantes de direction.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 29 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de CAREP,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours : Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 autorisant la modification d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy (suite à une rectification d'erreur matérielle)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er : L'arrêté du 19 septembre 2008 n° 54.08.0101 est modifié comme suit :

Article 1er : La communauté urbaine du Grand Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au Parc-relais de Brabois – Avenue de Bourgogne – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY de deux caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président de la communauté urbaine du Grand Nancy,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 25 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours : Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lexy (suite à une rectification d'erreur matérielle)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er : M. Yannic HOUOT, gérant, est autorisé à installer dans la pharmacie du Pays Haut – 1, rue d'Alsace – 54720 LEXY un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0125

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : La personne chargées du droit d'accès aux images est M. Yannic HOUOT, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Yannic HOUOT, gérant,
- M. le maire de LEXY,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

*Voies et délais de recours : Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :
Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*

Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 21 janvier 2009 portant classement du restaurant Hostellerie de Sion Sauvoy Restauration dans la catégorie « restaurant de tourisme »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies;

ARRETE

Article 1er : Est classé dans la catégorie « restaurant de tourisme » le restaurant Hostellerie de Sion Sauvoy Restauration, situé 1 rue Notre Dame - 54330 Saxon-Sion.

Gérant: Monsieur Jean-Marie MOREL

Numéro SIRET: 45128034100012

Article 2 : Ce classement est valable 3 ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration du gérant.

Article 3 : En cas de changement des conditions de classement, le gérant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 : En cas de changement de gérant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

Article 5 : Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, le gérant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

Article 6 : Le gérant est tenu d'apposer le panneau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à monsieur Jean-Marie MOREL, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le délégué régional au tourisme,
- Monsieur le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- Monsieur le président du comité départemental du tourisme,
- Monsieur le président de la chambre de commerce et d'industrie.

Nancy, le 21 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 26 janvier 2009 fixant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2009 est fixé ainsi qu'il suit :

DATES	MANIFESTATIONS	ORGANISMES
Mercredi 21 janvier au dimanche 15 février 2009 le dimanche 1er février 2009	Campagne de solidarité et de citoyenneté	La jeunesse au plein air
Samedi 24 janvier au dimanche 25 janvier 2009 avec quête	Journée mondiale des lépreux	Fondation Raoul Follereau et Œuvres hospitalières de l'Ordre de Malte
Lundi 9 mars au dimanche 15 mars 2009	Campagne du Neurodon	Fédération pour la recherche sur le cerveau

Lundi 9 mars au dimanche 15 mars 2009 avec quête les samedi 14 et dimanche 15 mars 2009	Semaine nationale des personnes handicapées physiques	Collectif action handicap (APF, Fédération des malades et handicapés, Œuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte)
Lundi 16 mars au dimanche 22 mars 2009 avec quête les samedi 21 et dimanche 22 mars 2009	Campagne nationale de lutte contre le cancer	Ligue nationale contre le cancer
Lundi 16 mars au dimanche 22 mars 2009	Opérations de communication dans le cadre de la semaine de lutte contre le cancer	ARC
Vendredi 20 mars, samedi 21 mars et dimanche 22 mars 2009 avec quête	Trois jours de solidarité contre le cancer « une jonquille pour Curie »	Institut Curie
Lundi 23 mars au vendredi 17 avril 2009 avec quête	Journées SIDACTION « Ensemble contre le SIDA »	SIDACTION
Samedi 4 avril et dimanche 5 avril 2009	« Journées – Bouge ta planète »	Comité catholique contre la faim et pour le développement
Samedi 2 mai au samedi 9 mai 2009 avec quête	Campagne de l'œuvre nationale du Bleu de France	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Œuvre nationale du Bleu de France)
Lundi 4 mai au dimanche 17 mai 2009 avec quête le samedi 10 mai 2009	Quinzaine Ecole Publique Campagne « Pas d'école pas d'avenir »	Ligue de l'enseignement
Samedi 10 mai au dimanche 24 mai 2009 et avec quête les samedi 23 et dimanche 24	Campagne nationale de la Croix Rouge Française	La Croix Rouge Française
Lundi 25 mai au dimanche 31 mai 2009	Campagne nationale « enfants et santé »	Fédération nationale « Enfants et Santé »
Lundi 1 ^{er} juin au dimanche 7 juin 2009 avec quête le dimanche 7 juin 2009	Semaine nationale de la famille	Union nationale des associations familiales
Lundi 1 ^{er} juin au dimanche 14 juin 2009 avec quête les samedi 13 et dimanche 14 juin		Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs (UFCV)
Samedi 13 juin au dimanche 14 juin 2009 avec quête	Maladies orphelines	Fédération des maladies orphelines
Lundi 13 et mardi 14 juillet 2009 avec quête	Fondation Maréchal de Lattre	Fondation Maréchal de Lattre
Lundi 21 septembre au dimanche 27 septembre 2009 avec quête les samedi 26 et dimanche 27 septembre 2009	Semaine nationale du cœur 2009	Fédération française de cardiologie
Samedi 3 octobre et dimanche 4 octobre 2009 avec quête	Journées nationales des aveugles et des malvoyants	Comité national d'entente pour les journées nationales des associations d'aveugles et de malvoyants
Lundi 2 novembre au mercredi 11 novembre 2009 avec quête	Campagne de l'œuvre nationale du Bleu de France	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Œuvre nationale du Bleu de France)
Samedi 14 novembre et dimanche 15 novembre 2009	Journées nationales Du Secours Catholique	Le Secours Catholique
Lundi 16 novembre au dimanche 29 novembre 2008 et avec quête les dimanches 22 et 29 novembre 2009	Campagne contre les maladies respiratoires	Comité national Contre les maladies respiratoires
Lundi 30 novembre au mercredi 2 décembre 2009 avec quête	Journée SIDACTION « Ensemble contre le sida »	SIDACTION
Mardi 1 ^{er} décembre 2009 avec quête	Association AIDES	

Article 2 : Seuls les œuvres et organismes désignés par les départements ministériels qui exercent sur eux un pouvoir de tutelle, peuvent être autorisés à participer aux opérations de collecte, dans le cadre des journées nationales qui leur sont dévolues. Les quêtes ne peuvent avoir lieu qu'aux dates prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 3 : Sont toutefois autorisées les quêtes effectuées la veille du jour fixé à cet effet par le calendrier déterminé à l'article 1^{er} ci-dessus, lorsque ce jour est un dimanche.

Article 4 : Les personnes habilitées à quêter doivent porter, d'une façon apparente, une carte indiquant l'œuvre au profit de laquelle elles collectent des fonds et la date de la quête. Cette carte n'est valable que pour la durée de la quête autorisée ; elle doit être visée par le préfet.

Article 5 : M. le secrétaire général de la préfecture, MM. les sous-préfets, Mmes et MM. les maires, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, M. le directeur départemental de la sécurité publique, Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, M. l'inspecteur d'académie, Mme la directrice départementale de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté n° PPRT 2009-001 du 13 janvier 2009 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du site Coopérative Agricole Lorraine de Écrouves

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dépôt d'engrais exploité par la CAL à Écrouves appartient à la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de la CAL qui est implantée sur le territoire de la commune d'Écrouves et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

ARRETE

Article 1er : Périmètre d'étude :-

Un Plan de Prévention des Risques Technologiques doit être élaboré sur les communes d'Écrouves et de Choley-Ménillot.

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Nature des risques pris en compte :

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets de surpression en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de la Coopérative Agricole Lorraine.

Article 3 : Services instructeurs :

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de Lorraine et la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (DDEA) de Meurthe-et-Moselle sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sous l'autorité du Préfet de Meurthe-et-Moselle..

Article 4 : Personnes et organismes associés :

En plus des services de l'État, les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont :

- le représentant de la CAL,
- le maire de la commune d'Écrouves ou son représentant,
- le maire de la commune de Choley-Ménillot ou son représentant,
- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé autour de la CAL à Écrouves, représenté par les membres désignés lors de la séance du 16 septembre 2008, à savoir : M. CRETIN, représentant de l'association Vigilances Écrouves.

Les réunions de ces personnes et organismes associés sont présidées par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant. Le cas échéant, des réunions peuvent être organisées soit, sur l'initiative du Préfet de Meurthe-et-Moselle ou des services chargés de l'élaboration soit, à la demande des personnes et organismes associés.

Les personnes et organismes associés seront convoqués au moins 5 jours avant la date de réunion.

Ces réunions porteront notamment sur :

- les études techniques du PPRT ;
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique ;
- les principes sur lesquels se fonde l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement.

Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DRIRE.

Les comptes-rendus des réunions d'associations sont adressés sous quinzaine pour observations, aux personnes et organismes cités ci-dessus. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Avant enquête publique, le projet de plan est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article 5 : Concertation

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée d'élaboration du PPRT selon les modalités suivantes :

les documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescriptions, comptes-rendus des réunions d'associations, projet de règlement) du projet PPRT sont tenus à la disposition du public en mairies de Écrouves et Choley-Ménillot pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;

ces documents sont également consultables sur le site internet de la DRIRE Lorraine ;

les observations du public sont recueillies sur des registres prévus à cet effet dans les mairies de Écrouves et Choley-Ménillot pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;

le cas échéant, une ou plusieurs réunions publiques pourront être organisées.

Le bilan de la concertation sera communiqué aux personnes et organismes associées et rendu public sur le site internet de la DRIRE Lorraine.

Il pourra être consulté dans les mairies de Écrouves et Choley-Ménillot pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 6 : Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies de Écrouves et Choley-Ménillot.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "L'Est Républicain".

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Il est institué pour la ville de LUNEVILLE un groupe de travail, présidé par le maire de la commune ou son adjoint, et ainsi composé :

1 – MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement, ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux – Commune de LUNEVILLE :

- M. Dominique BERNARD,
- M. François FRASNIER,
- M. Michel JACQUOT.

2 – MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

Représentants des entreprises de publicité :

- M. le représentant de la société CLEAR CHANNEL, région Grand Est ZI rue Gay Lussac - 67201 STRASBOURG,
- M. le directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT - BP 123 - 54184 HEILLECOURT cedex, ou son représentant,
- M. le directeur de la société CBS OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet - 92130 ISSY LES MOULINEAUX, ou son représentant,
- M. Laurent THIVEL de la société PUBLIMAT, 32 rue d'Essey-lès-Nancy - BP 105 - 54133 SAINT MAX cedex, ou son représentant M. Jean-Marc PARIS,
- M. le directeur de la société INSERT, 62 avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS, ou son représentant.

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3° : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° CLIC 2009-001 du 16 janvier 2009 portant renouvellement de la composition du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.) de l'établissement Sévéal de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Le comité local d'information et de concertation est composé de 22 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du service interministériel de défense et de protection civile,
- Un représentant du service départemental d'incendie et de secours,
- Un représentant de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture,
- Un représentant du service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Deux représentants proposés par l'assemblée délibérante de la commune de Ludres,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

Le collège « exploitants » comprend :

- Au maximum 4 représentants de la société Sévéal de Ludres

Le collège « riverains » comprend :

En qualité de riverains :

- Un représentant de l'association Dynapôle entreprises de Ludres et Fléville,
- M. le directeur de Gaz de France- Distribution Nancy-Lorraine ou son représentant,
- M. le directeur de la société SOGAMEF ou son représentant,
- M. le directeur de la société Mory Team ou son représentant,
- M. le directeur interrégional de Voies Navigables de France ou son représentant,

En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Olivier DUFAUD, institut de sûreté industrielle de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le collège « salariés » comprend :

- Au maximum 2 salariés satisfaisant aux conditions fixées par l'article D 125-30 VI du code de l'environnement

Le reste sans changement

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 janvier 2009 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le deuxième alinéa de l'article 2 de l'arrêté du 13 novembre 2006, portant composition de la formation spécialisée dite "de la nature, intitulé 2-1 "collège des services de l'État ", est modifié comme suit :

- M. le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine ou son représentant,
- 2 représentants de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture.

Article 2 : Le deuxième alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 13 novembre 2006 portant composition de la formation spécialisée dite "des sites et des paysages", intitulé 3-1 "collège des services de l'État", est modifié comme suit :

- M. le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,
- 2 représentants de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture.

Article 3 : Le deuxième alinéa de l'article 4 de l'arrêté du 13 novembre 2006 portant composition de la formation spécialisée dite "de la publicité", intitulé 4-1 "collège des services de l'État", est modifié comme suit :

- M. le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.

Article 4 : Le deuxième alinéa de l'article 5 de l'arrêté du 13 novembre 2006 portant composition de la formation spécialisée dite "des carrières", intitulé 5-1 "collège des services de l'État", est modifié comme suit :

- M. le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine ou son représentant,
- 2 représentants de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture.

Article 5 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres des formations concernées de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Nancy, le 19 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 20 janvier 2009 mettant en demeure le Président du Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de la Vallée de l'Othain de procéder à l'entretien du barrage sur l'Othain, de procéder à des mesures d'urgence et conservatoires au titre de la sécurité publique et de réaliser un diagnostic complet de l'ouvrage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Meuse

Considérant que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 10 jours qui lui était réglementairement imparti sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

Considérant que les clapets de régulation du niveau du plan d'eau sont dégradés, ce qui risque d'entraîner en cas de défaillance un abaissement rapide du plan d'eau s'accompagnant d'un relâchement d'un débit d'eau important dans la rivière, débit susceptible de mettre ainsi en danger les biens et les populations situées en aval ;

Considérant que le niveau normal de la retenue doit s'établir à la cote 199,70m au moyen de 3 vannes mobiles automatiques de 8m de long ;

Considérant que l'ouvrage n'est pas entretenu de manière satisfaisante; que l'envahissement par la végétation n'est pas contrôlé et qu'il contrarie les opérations de surveillance visuelle, que les piézomètres de contrôle ne sont pas relevés régulièrement, qu'il n'existe pas de limnigraphe enregistrant le débit restitué ;

A R R E T E

Article 1 : objet de l'arrêté

Le Président du Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de La Vallée de L'Othain est mis en demeure de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les risques encourus en cas de rupture d'un ou plusieurs éléments du barrage. Ces mesures sont au minimum celles qui sont décrites dans les articles ci-après

Article 2 : mesures d'urgence

Le niveau de la retenue est fixée à 199,70 m NGF par l'arrêté interpréfectoral du 5 juin 1975. Ce niveau doit être maintenu quel que soit le débit en amont, y compris en crue. Les clapets ne doivent pas être bloqués. Ils doivent pouvoir s'abaisser au fur et à mesure de l'augmentation du débit amont.

Le Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de La Vallée de L'Othain doit faire vérifier, par le constructeur ou tout autre bureau d'études spécialisées, dans les meilleurs délais et au plus tard 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les conditions d'abaissement automatique des clapets en crue,
- la possibilité de supprimer les cales qui bloquent les clapets en position haute en été et position intermédiaire en hiver, tout en garantissant la sécurité.

Article 3 : mesures conservatoires et d'urgence

La cote normale d'exploitation est fixée à 199,70 m NGF par l'arrêté interpréfectoral du 5 juin 1975. Le niveau du plan d'eau sera abaissé de quatre-vingt centimètres (80 cm), pour atteindre la cote de 198,90 m NGF. Cette baisse doit être obtenue progressivement, par l'ouverture des vannes de fond. Elle sera effective au plus tard dans les 10 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Les communes riveraines et situées à l'aval du plan d'eau seront informées de l'opération de vidange ainsi que tous les usagers du plan d'eau. Toute mesure de prévention assurant la protection des biens et des personnes devra être prise par ces communes, en particulier l'accès à la rivière et au plan d'eau qui pourront être réglementés pendant tout ou partie des opérations de vidange partielle.

Les services police de l'eau seront informés du début des opérations et toute information utile leur sera communiquée lors de leurs visites d'inspection.

Article 4 – rattrapage de l'entretien

Le Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de La Vallée de L'Othain est également tenu de réaliser les travaux de rattrapage d'entretien suivants :

1 - le débroussaillage complet et la tonte du barrage, du remblai et de ses abords sur une bande de 5 mètres minimum au delà de l'emprise du remblai,

2 - le nettoyage des clapets et des ouvrages existants de mesure et de surveillance de type piézomètres, puits drainant et caniveaux.

Ces travaux prévus aux points 1 et 2 devront être réalisés dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : diagnostic de l'ouvrage

Le Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de La Vallée de L'Othain doit faire réaliser, par un bureau d'études spécialisé en ouvrages hydrauliques, une expertise structurale des clapets dans les meilleurs délais et au plus tard 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le rapport d'expertise devra être transmis immédiatement aux services police des eaux des Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : rattrapage de maintenance

Selon les conclusions de l'expertise structurale prévue ci dessus, les clapets seront rénovés au plus tard dans les trois mois qui suivent les conclusions de l'expertise structurale .

Les piézomètres, mentionnés à l'article 2 de l'arrêté interpréfectoral du 5 juin 1975, seront relevés tous les mois.

Un limnigraphe enregistreur, mentionné à l'article 5 de l'arrêté interpréfectoral du 5 juin 1975, sera installé à l'aval du barrage au plus tard dans les trois mois qui suivent les conclusions de l'expertise structurale .

Article 7 : retour à la cote normale d'exploitation

Le retour à la cote normale d'exploitation de 199,70m NGF est subordonné à l'exécution des prescriptions du présent arrêté

Article 8 : sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et notamment des délais fixés, le Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de la Vallée de L'Othain est passible des sanctions administratives prévues aux articles L.216-1 du code de l'environnement (consignation des sommes, mises en exécution d'office ou suspension de l'exploitation) et pénales prévues par les articles L.216-10 du code de l'environnement.

Article 9 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : autres réglementations

Les obligations faites au Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de la Vallée de l'Othain par le présent arrêté ne sauraient exonérer celui-ci de solliciter les autorisations éventuellement nécessaires au titre d'autres législations.

Article 11 : publicité

Le présent arrêté sera notifié au Syndicat Mixte d'Aménagement de la base de plein-air et de loisirs de la Vallée de l'Othain par lettre recommandée avec accusé réception.

En vue de l'information des tiers, il sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Meuse ; une copie sera déposée en mairies de Marville, Saint-Jean-Les-Longuyon et Villers-Le-Rond, Othe, Bazeilles-sur-Othain, Villecloye et pourra y être consulté.

Un extrait sera affiché dans ces mairies pendant un délai minimum d'un mois.

La présente décision sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 12 : recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois dans les conditions prévues à l'article L.514-6 du code de l'environnement ; elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans les mêmes conditions de délai.

Article 13 : exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Meuse, les sous-préfets de Briey et de Verdun, les Maires des communes de Marville, Saint-Jean-Les-Longuyon, Villers-le-Rond, Othe, Villecloye et Bazeilles-sur-Othain, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle et de Meuse, les chefs des services départementaux de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle et de Meuse et le directeur Régional de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 janvier 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Hugues PARANT

Bar-le-Duc le 20 janvier 2009

Le préfet de la Meuse,
Evence RICHARD

Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2009 portant renouvellement du Comité Local d'Information et de Concertation du site de la Coopérative Agricole d'Écrouves

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté du 25 novembre 2005 susvisé est modifié comme suit :

Le comité local d'information et de concertation est composé de 24 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du service interministériel de défense et de protection civile,
- Un représentant du service départemental d'incendie et de secours,
- Un représentant de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture,
- Un représentant de la direction départementale du travail, de l'emploi, et de la formation professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Deux représentants proposés par l'assemblée délibérante de la commune de Écrouves,
- Deux représentants proposés par l'assemblée délibérante de la commune de Choley-Ménillot,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Tulois,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

Le collège « exploitants » comprend :

- Au maximum 3 représentants de la société Coopérative Agricole Lorraine

Le collège « riverains » comprend :

En qualité de riverains :

- Mme Danielle CHENOT et M. Pierre CRETIN de l'association "Vigilance Écrouves 54",
- Mme Martine BAUER, représentante des riverains,
- Un représentant de la direction régionale de la SNCF,

En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Laurent PERRIN, institut de sûreté industrielle de Vandoeuvre-les-Nancy,
- Mme Nicole POIROT, Rectorat de l'académie de Nancy-Metz.

Le collège « salariés » comprend :

- Au maximum 3 salariés satisfaisant aux conditions fixées par l'article D 125-30 VI du code de l'environnement.

Le reste sans changement.

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique**Extrait de l'arrêté du 9 janvier 2009 fixant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : La commission départementale d'aménagement commercial prévue à l'article L 751-2 du code de commerce, présidée par le préfet ou son représentant, est constituée comme suit :

1) Elus locaux

- le maire de la commune d'implantation ou son représentant,
 - le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement dont est membre la commune d'implantation ou, à défaut, le conseiller général du canton d'implantation,
 - le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement, autre que la commune d'implantation.
- Dans le cas où la commune d'implantation appartient à une agglomération multicommunale comportant au moins 5 communes, le maire de la commune la plus peuplée est choisi parmi les maires des communes de ladite agglomération.
- le président du conseil général ou son représentant,
 - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut un adjoint au maire de la commune d'implantation.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs des mandats mentionnés ci-dessus, le préfet désigne pour le remplacer le maire d'une commune située dans la zone de chalandise concernée;

2) Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire

- collège consommation

- * M. Daniel CILLA

- Confédération générale du logement

- * Mme Renée CARREAU

- Association Consommation, logement et cadre de vie

- collège développement durable

- * M. Jean-Pierre HUSSON

- Professeur de géographie physique

- * M. Thierry WEILL

- Ingénieur Paysagiste

- collège aménagement du territoire

- * M. Jean-Marie DANDOY

- Urbaniste (en retraite)

- * M. Pierre GOUPIL

- Ingénieur des Ponts et Chaussées (en retraite)

Article 2 : Le mandat des personnalités qualifiées est de 3 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : La commission est présidée par le préfet qui peut se faire représenter par un fonctionnaire du corps préfectoral affecté dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- aux membres de la commission.

Nancy, le 9 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 09.BMSSE.03 du 28 janvier 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu la loi n°78.17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n°60-652 du 28 juin 1960 modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-201 du 28 février 2005 portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'aviation civile ;

Vu le décret n°97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 juillet 2007 portant nomination de M. Hugues PARANT, Préfet de la Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n°2008-1299 du 11 décembre 2008 portant création de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2008 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2008 nommant M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est à compter du 1er janvier 2009 ;

Vu la circulaire n° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu la décision du 12 janvier 2009 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile nord-est.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est, dans le cadre de ses missions et compétences en vue :

- de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1^{er} du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
- de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
- de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
- de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
- de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
- de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;
- de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;

- de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
- de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
- de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
- de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
- d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
- de délivrer les agréments concernant les « établissements connus » (article R 213-13 du code de l'aviation civile), les "agents habilités" (article R 321-3 du code de l'aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du code de l'aviation civile) ;
- de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

Article 2 : M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.34 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur Michel HUPAYS, directeur de l'aviation civile nord-est, est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M.HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 3742/2008 du 13 janvier 2009 (Vosges/ Meurthe-et-Moselle) retirant la compétence « en lien avec les communes membres, faire procéder à l'enfouissement de réseaux électriques et téléphonique, hors candélabres et tous supports » de l'article 2 des statuts de la communauté de communes de la vallée de la Plaine

Le préfet des Vosges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L. 5211-5-II du Code Général des Collectivités Territoriales sont réunies,

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Dans l'article 2 des statuts COMPETENCES OPTIONNELLES, est retirée la compétence « en lien avec les communes membres, faire procéder à l'enfouissement de réseaux électriques et téléphonique, hors candélabres et tous supports ».

Article 2 : Les autres dispositions demeurent inchangées.

Article 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Saint-Dié-des-Vosges, le Sous-Préfet de Lunéville, le Trésorier Payeur Général, le Trésorier de la communauté de communes, le Président de la communauté de communes, les présidents des syndicats mixtes départementaux d'électricité, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles des préfectures des Vosges d'une part et de Meurthe-et-Moselle d'autre part.

Epinal, le 13 janvier 2009

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Dominique CONCA

Nancy, le 13 janvier 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté en date du 19 janvier 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat des eaux de Mercy-le-Bas, Boismont et Bazailles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les communes membres se sont prononcées en faveur du projet ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat des eaux de Mercy-le-Bas, Boismont et Bazailles. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat des eaux de Mercy-le-Bas, Boismont et Bazailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 19 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Les nouveaux statuts du syndicat des eaux de Mercy-le-Bas, Boismont et Bazailles peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey.

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté en date du 21 janvier 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : La modification de l'article 2 « compétences » des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières est autorisée comme suit :

« Vie sociale, sportive et culturelle (compétence optionnelle) :

- Favoriser une politique d'animation sportive et culturelle sur un territoire d'au moins deux communes membres de la CC2R :

* la communauté de communes cherchera à promouvoir la pratique théâtrale, musicale et la fréquentation cinématographique par l'intermédiaire des structures existantes.

- Mettre en place une politique de cohésion sociale tendant à développer des services de proximité pour la population :

→ Petite enfance

* la CC2R prendra en charge la construction et le fonctionnement de crèches et de haltes garderies à gestion parentale

* la structure intercommunale prendra en charge le fonctionnement et l'investissement des accueils périscolaires et des centres de loisirs sans hébergement à gestion communale pour les enfants de 0 à 6 ans

* la CC2R soutiendra techniquement voire financièrement les associations développant un service d'accueil pour les enfants de 0 à 6 ans

* la CC2R étudiera la possibilité de créer un lieu d'accueil parents enfants et un relais assistantes maternelles

→ Personnes âgées dépendantes :

* apporter un appui technique au projet de création d'une maison de retraite à Ville-Houdlémont

* étudier la possibilité de mettre en place un service de portage de repas et de courses à domicile.

- Etudier et expérimenter la possibilité d'organiser un service de transport à la demande ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes des Deux Rivières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 21 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet de Briey,

Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibération n° 101/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'A.R.H. de Lorraine et :

- le centre hospitalier d'Epinal, le 23/03/07,

- le C.H.U. de Nancy, le 29/03/07,

- le centre hospitalier de Verdun, le 30/03/07,

- le C.H.R. de Metz / Thionville, le 30/03/07,

- la maternité régionale de Nancy, le 30/03/07.

VU la circulaire N° D.H.O.S./O1/2008/337 du 13/11/2008 relative au financement par le F.M.E.S.P.P. des frais de modernisation des infrastructures techniques des S.A.M.U. ;

Considérant l'avis favorable de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16/12/2008 ;

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution de crédits F.M.E.S.P.P. pour le financement des frais de modernisation des infrastructures techniques des S.A.M.U..

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 16 décembre 2008

Le président de la commission exécutive,

Jean-Yves GRALL

Délibération n° 104/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008 relative à la conclusion d'un contrat de retour à l'équilibre financier avec le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine ;

VU le Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté n°17 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 26 mars 2006, fixant le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire de Lorraine ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens du Centre Hospitalier de Pont à Mousson signé le 26 mars 2007 ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON en date du 24 novembre 2008 ;

VU l'avis favorable émit par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 16 décembre 2008 ;

Considérant le document de cadrage adopté par le conseil d'administration du 24 novembre 2008 ;

DECIDE

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer l'avenant n° 3 au Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens du Centre Hospitalier de Pont à Mousson.

La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2008

Le président de la commission exécutive,

Jean-Yves GRALL

Délibération n° 105/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU l'article L.162-22-18 du code de la sécurité sociale ;

VU le décret n°2006-307 du 16 mars 2006 pris pour l'application de l'article L.162-22-18 du code de la sécurité sociale ;

VU la lettre réseau LR/DCCRF-3/2008 ;

DECIDE

1) La composition de l'Unité de Coordination Régionale de Lorraine (U.C.R.) est la suivante :

- Monsieur le Docteur MINEUR, Directeur régional du Service Médical de la région Nord Est, président de l'U.C.R.
- Monsieur le Docteur Michel ORDENER, médecin coordonnateur régional du régime agricole de protection sociale de Lorraine
- Monsieur le Docteur Jean Yves MELIN, médecin conseil régional (régime des indépendants) du R.S.I. de Lorraine
- Madame le Docteur Sylvie THIRIET, médecin conseil chef de service (régime général) D.R.S.M. Nord-Est, responsable du pôle C.C.X.
- Madame le Docteur Michèle OSTERMANN, médecin conseil (régime général) à la D.R.S.M. d'Alsace
- Monsieur le Docteur Gérard ALBERTINI, médecin conseil chef de service par intérim (régime général) de l'E.L.S.M. de Thionville
- Madame le Docteur Dominique FRANCOIS, médecin conseil chef de service adjoint (régime général) à la D.R.S.M. Nord-Est, coordonnateur T2A
- Madame le Docteur Laurence ECKMANN, médecin conseil du régime agricole de protection sociale de Lorraine
- Monsieur le Docteur Patrice TETERCHEN, médecin conseil (régime des indépendants) au R.S.I. de Lorraine
- Monsieur le Docteur Patrick AIRAUD, conseiller médical à l'A.R.H. de Lorraine
- Madame Gisèle HURSON, responsable du département des affaires sanitaires et médico-sociales de la C.R.A.M. du Nord-Est
- Monsieur Gérard GAUER, inspecteur à la D.R.A.S.S. de Lorraine
- Monsieur Alain HENRY, secrétaire administratif à la D.R.A.S.S. de Lorraine, en charge du P.M.S.I.
- Monsieur Pascal DUPIC, M.S.A. Lorraine
- Monsieur Patrice MANGINOT, référent de la cellule de calcul et notification des indus T2A de Lorraine, C.P.A.M. de Nancy
- Madame Martine DUVILLE-HAAS, référente de la cellule contentieux T2A de Lorraine, C.P.A.M. de Metz
- Monsieur Daouda CAMARA, chargé de mission P.M.S.I. des établissements privés de Moselle à la C.R.A.M. d'Alsace
- Chantal KIRSCH : Inspecteur principal, D.D.A.S.S. Moselle
- Cédric ESTRADA : Chargé de mission, C.P.A.M. de NANCY
- Monsieur Daniel BOURGER, U.R.S.S.M.E.

Nancy, le 16 décembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 106/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale,

VU l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionnée à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le centre hospitalier régional de Metz-Thionville, le 30 mars 2007 ;

DECIDE

Article 1 : D'approuver les clauses de l'avenant n°14 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier régional de Metz-Thionville relatif au financement en D.A.F. S.S.R. d'une unité cognitivo-comportementale à l'hôpital Bel Air de Thionville.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 108/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et les établissements de santé suivants :

- L'Hôpital Saint Maurice de Moyeuvre Grande
- Le Centre hospitalier de Toul
- Le C.P.N. de Laxou
- L'Association hospitalière de Neuves Maisons
- L'Association hospitalière de Jozeux
- Le Centre hospitalier de Verdun
- Le Centre hospitalier Marie Madeleine de Forbach
- Le Centre hospitalier Lemire à Saint Avold
- La Clinique Sainte Elisabeth à Thionville
- L'Etablissement public de santé de Gorze
- Le S.I.R.E.V.

VU la circulaire N°D.H.O.S./E2/F2/2008/354 du 4 décembre 2008 relative au financement par le fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.) des mesures d'intéressement prévues par les accords d'amélioration des pratiques hospitalières ;

Considérant le complément de ressources attribuée suite à la circulaire N°D.H.O.S./E2/F2/2008/354 du 4 décembre 2008 dans le cadre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2008 pour le financement des mesures d'intéressement prévues par les accords d'amélioration des pratiques hospitalières ;

Considérant l'avis favorable de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008 ;

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution de crédits F.M.E.S.P.P. pour le financement des mesures d'intéressement prévues par les accords d'amélioration des pratiques hospitalières.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 16 décembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 109/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et les établissements de santé suivants :

- M.R.C. «Les Elieux» à SEICHAMPS

- M.R.C. «Le Château» à BACCARAT

- Espace chirurgical Ambroise PARE
(pour la M.R.C. «Mon Repos» à XERTIGNY

- M.R.C. «La Louvière» à SENONES

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001, modifié, relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 22 novembre 2006 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés, ayant une activité de soins de suite ou de réadaptation, et à la transmission d'informations issues de ce traitement, dans les conditions définies aux articles L6113-7 et L6113-8 du code de la santé publique ;

VU la circulaire D.H.O.S./F3/2008/358 du 5 décembre 2008, relative au financement par le F.M.E.S.P.P. des investissements relatifs au système d'information et à la modernisation des équipements de santé privés exerçant une activité de soins de suite ou de réadaptation ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008 ;

D E C I D E

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution pour l'année 2008 de subventions M.I.G.A.C..

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle et des Vosges.

Nancy, le 16 décembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 03/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 janvier 2009

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale,

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et l'hôpital de Freyming Merlebach, le 29 mai 2007

VU l'arrêté du 25 février 2008 modifiant l'arrêté du février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.1622-22-6 du code de la sécurité sociale, VU l'arrêté du 27 février 2008 fixant pour l'année 2008 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie,

Considérant les conclusions positives de la visite sur site réalisée le 8 décembre 2008 pour la reconnaissance de l'activité d'une unité de soins intensifs cardiologiques,

D E C I D E

Article 1 :

D'approuver les clauses de l'avenant n°4 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'hôpital de Freyming Merlebach, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité d'une unité de soins intensifs cardiologiques.

Article 2 :

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle et du département de la Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 05/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 janvier 2009

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale,

VU l'arrêté du 27 février 2007 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.1622-22-6 du code de la sécurité sociale,

VU l'arrêté du 27 février 2007 fixant pour l'année 2007 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnée aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie,

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle à Nancy

Considérant les conclusions favorables de la visite sur site réalisée le 5 novembre 2008 pour la reconnaissance de surveillance continue,

D E C I D E

Article 1 :

D'approuver les clauses de l'avenant n° 8 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique Majorelle à Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de surveillance continue,

Article 2 :

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 06/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 20 janvier 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés le 30 mars 2007 entre l'A.R.H. de Lorraine et ;

L'H.A.D.A.N. à Vandoeuvre les Nancy,

Le Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre les Nancy ;

VU la circulaire n°D.H.O.S./F2/F3/2008/357 du 5 décembre 2008 relative au financement en 2008 par le F.M.E.S.P.P. des opérations d'investissement validées lors de la première fenêtre d'instruction du plan Hôpital 2012

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 20/01/2009 ;

D E C I D E

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution de crédits F.M.E.S.P.P. délégués en 2008 dans le cadre du Plan hôpital 2012, pour les dossiers de « Systèmes d'Information Hospitaliers » des établissements de santé mentionnés ci-dessus.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-01 en date du 15 janvier 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'une potence sur A 33

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
Points Repères PR. et sens	PR 6.00 sens Paris /Strasbourg	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Pose Potence en accotement remplacement suite à accident	
PERIODE GLOBA	Nuit du 19 au 20 janvier 2009 (21h - 6h)	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris Strasbourg Fermeture bretelle Nancy Brabois CHU /Strasbourg Fermeture bretelle Paris / Nancy Brabois CHU	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE : DIR-Est/DE de Metz	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Flèville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	Nuit du 19 au 20/01/2009 21h / 6h	FLR au PR 5,700	Neutralisation Voie de droite sens Paris /Strasbourg	Fermeture bretelle Nancy Brabois CHU /Strasbourg Déviation par: les usagers seront invités à prendre la bretelle CHU Brabois /Paris, la section courante de l'A33 direction Paris, la bretelle Strasbourg/Paris A33/A31, la section courante de l'A31 direction Paris , la bretelle Nancy Velaine de l'échangeur n°16 ,demi tour, bretelle Velaine/Nancy A31 direction Nancy,bretelle Paris /Strasbourg,et A33 direction Strasbourg Fermeture bretelle Paris / Nancy Brabois CHU Déviation par: les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A33direction Strasbourg jusqu'au noeud autoroutier A33/A330,bretelleParis /Nancy sud,section courante A330 ,bretelle Epinal /Paris ,section courante de l'A33 direction Paris jusqu'à l'échangeur de Brabois ,bretelleStrasbourg /CHU Brabois

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle) et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SOMARO,

Moulins-lès-Metz, le 15 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC N° 1503-08 du 30 décembre 2008 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Dommartin-lès-Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'aux termes de l'article L 5125-14 du code de la santé publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer, conformément à l'article L5125-3 au sein de la même commune ;

Considérant qu'aux termes de l'article L5125-3 du code de la santé publique, les transferts d'officine de pharmacie doivent permettre de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines. Que les transferts ne peuvent être accordés que s'ils n'ont pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente de la commune ;

Considérant que le transfert sollicité par Mme WILHELM s'effectuera au sein de la commune de Dommartin-lès-Toul ;

Considérant que la configuration des lieux et la distance séparant le nouvel emplacement de l'ancien permettent de considérer que le transfert d'officine s'effectuera dans le même quartier de Dommartin-lès-Toul et qu'il n'y a donc pas lieu d'apprécier si le nouvel emplacement répond aux besoins de la population dudit quartier ;

Considérant que le transfert d'officine au centre commercial de la ZAC du Jonchery ne compromet pas l'approvisionnement normal en médicaments de la population initialement desservie au 5 rue Aristide Briand ; la pharmacie conserve la même clientèle ce qui n'occasionne ni modification ni déséquilibre de la desserte pharmaceutique et ainsi ne compromet pas les intérêts de la santé publique ;

Considérant que la future officine située au centre commercial de la ZAC du Jonchery est reliée par une voie de circulation passant sous l'autoroute, l'accès se faisant par un rond-point. Que de ce fait il n'y a aucune difficulté particulière de franchissement de l'autoroute. Qu'une liaison piétonnière a été aménagée entre le village et le centre commercial et qu'elle est régulièrement empruntée par la population résidant au centre du village. Que par ailleurs le centre commercial est relié au centre du village par une desserte d'autobus régulière et fréquente ;

Considérant que les locaux actuels ne répondent plus aux normes de sécurité et de salubrité, qu'il n'y a pas de possibilité de réfection des bâtiments existants du fait de leur situation en zone inondable, qu'un transfert est la seule possibilité de mise aux normes

Considérant que les dispositions réglementaires édictées dans l'intérêt de la santé publique, notamment des articles L5125-3 et L5125-14 du code de la santé publique sont remplies ;

ARRETE

Article 1^{er} : La demande de transfert d'une officine de pharmacie du centre commercial Leclerc, 5 rue Aristide Briand, 54200 DOMMARTIN-LES-TOUL au Centre Commercial ZAC du Jonchery, 54200 DOMMARTIN-LES-TOUL est acceptée.

Article 2 : La licence prévue à l'article L 5125-4 du code de la santé publique ainsi accordée porte le n° 54#01053. La précédente licence accordée le 24 mars 1980 sera annulée dès la réalisation du transfert.

Article 3 : En application de l'article L 5125-7 du code de la santé publique, l'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un an à compter de la notification de cet arrêté sauf prolongation en cas de force majeure.

Article 4 : Un recours contre cette décision pourra être formé auprès du tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière dans le délai de 2 mois qui suit la publication au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- Madame WILHELM Danielle,
- Conseil régional de l'ordre des pharmaciens,
- la chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle,
- l'Union régionale des pharmacies de Lorraine,
- l'inspection régionale de la pharmacie.

Nancy, le 30 décembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Service solidarité - autonomie

Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N° 1462 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 007 du 12 janvier 2009 autorisant l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Hussigny-Godbrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gériatrique 2002-2006 pour le territoire de LONGWY et qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 ;

Considérant que le projet architectural, l'accessibilité et l'implantation de la structure répondent aux normes de qualité en vigueur ;

Considérant que le promoteur présente toutes les garanties nécessaires pour la construction et la gestion de la structure envisagée ;

Considérant que l'opération respecte les critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leur famille ;

Considérant que le projet prévoit une unité d'accueil de 12 places pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et une intégration de l'établissement dans le fonctionnement du réseau gériatrique local ;

Considérant que le nombre de postes d'encadrement et le coût de fonctionnement prévisionnel devront être négociés dans le cadre d'une convention tripartite avant l'ouverture de la structure ;

Considérant que le coût de fonctionnement –dépendance – de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales –secteur personnes âgées- à prévoir par l'Assemblée Départementale ;

Considérant que le coût de fonctionnement pour la section budgétaire soins de ce projet est compatible avec le montant de l'enveloppe de financement des sections soins des établissements d'hébergement médico-sociaux pour personnes âgées dépendantes, notifiée pour la Meurthe-et-Moselle par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

ARRETEMENT

Article 1 : L'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées est autorisée à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à HUSSIGNY-GODBRANGE d'une capacité totale de 61 places réparties comme suit :

- 58 places d'hébergement permanent, dont une unité de vie de 12 places pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer,

- 2 places d'hébergement temporaire

- 1 place d'accueil de jour

Article 2 : L'autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement total ou partiel de cette autorisation est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 58 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire et la place d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale et par le Département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

Article 6 : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet de Meurthe et Moselle,
Hugues PARANT

Le président du conseil général de Meurthe et Moselle,
Michel DINET

Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N° 1463 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 006 du 12 janvier 2009 autorisant l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Foug

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gériatrique 2002-2006 pour le territoire de TOUL et qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 ;

Considérant que le projet architectural, l'accessibilité et l'implantation de la structure répondent aux normes de qualité en vigueur ;

Considérant que le promoteur présente toutes les garanties nécessaires pour la construction et la gestion de la structure envisagée ;

Considérant que l'opération respecte les critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leur famille ;

Considérant que le projet prévoit une unité d'accueil de 12 places pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et une intégration de l'établissement dans le fonctionnement du réseau gériatrique local ;

Considérant que le nombre de postes d'encadrement et le coût de fonctionnement prévisionnel devront être négociés dans le cadre d'une convention tripartite avant l'ouverture de la structure ;

Considérant que le coût de fonctionnement –dépendance – de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales –secteur personnes âgées- à prévoir par l'Assemblée Départementale ;

Considérant que le coût de fonctionnement pour la section budgétaire soins de ce projet est compatible avec le montant de l'enveloppe de financement des sections soins des établissements d'hébergement médico-sociaux pour personnes âgées dépendantes, notifiée pour la Meurthe-et-Moselle par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

ARRETEMENT

Article 1 : L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle est autorisée à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à FOUG d'une capacité totale de 83 places réparties comme suit :

- 80 places d'hébergement permanent, dont une unité de vie de 12 places pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer,

- 3 places d'accueil de jour

Article 2 : L'autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement total ou partiel de cette autorisation est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 80 places d'hébergement permanent.

Les 3 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale et par le Département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

Article 6 : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet de Meurthe et Moselle,
Hugues PARANT

Le président du conseil général de Meurthe et Moselle,
Michel DINET

Extrait de l'arrêté 2009 DDASS/SSA N° 1464 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 008 du 12 janvier 2009 autorisant l'Association HOSPITALOR à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Ville-Houdlemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gérontologique 2002-2006 pour le territoire de LONGWY et qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 ;

Considérant que le projet architectural, l'accessibilité et l'implantation de la structure répondent aux normes de qualité en vigueur ;

Considérant que le promoteur présente toutes les garanties nécessaires pour la construction et la gestion de la structure envisagée ;

Considérant que l'opération respecte les critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leur famille ;

Considérant que le projet prévoit une unité d'accueil de 12 places pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et une intégration de l'établissement dans le fonctionnement du réseau gérontologique local ;

Considérant que le nombre de postes d'encadrement et le coût de fonctionnement prévisionnel devront être négociés dans le cadre d'une convention tripartite avant l'ouverture de la structure ;

Considérant que le coût de fonctionnement –dépendance – de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales –secteur personnes âgées- à prévoir par l'Assemblée Départementale ;

Considérant que le coût de fonctionnement pour la section budgétaire soins de ce projet est compatible avec le montant de l'enveloppe de financement des sections soins des établissements d'hébergement médico-sociaux pour personnes âgées dépendantes, notifiée pour la Meurthe-et-Moselle par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

ARRETEMENT

Article 1 : L'Association HOSPITALOR est autorisée à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à VILLE-HOUDLEMONT d'une capacité totale de 66 places réparties comme suit :

- 60 places d'hébergement permanent, dont une unité de vie de 12 places pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer,

- 4 places d'hébergement temporaire

- 2 places d'accueil de jour

Article 2 : L'autorisation est accordée pour une durée de quinze ans. Le renouvellement total ou partiel de cette autorisation est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 60 places d'hébergement permanent.

Les 4 places d'hébergement temporaire et les 2 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale et par le Département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

Article 6 : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'Association HOSPITALOR.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet de Meurthe et Moselle,
Hugues PARANT

Le président du conseil général de Meurthe et Moselle,
Michel DINET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
Service association foncière

Extrait de l'arrêté 2008/AF/446 du 19 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Choley Menillot

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le bureau de l'association foncière de CHOLOY MENILLOT est composé ainsi qu'il suit :

* Le maire de la commune de CHOLOY MENILLOT ou un conseiller municipal désigné par lui.

* Le conseiller général du canton concerné.

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Gérard DIMOFSKI - M. Jean-Claude MAZELIN - M. Jacques BLAISE - M. Patrick MOUGIN

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Bernard FABING - M. Christian BENOIT - Mme Evelyn VERMANDE - M. Sylvain BERLEUX

Article 2 - Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Article 3 - Le receveur municipal de la commune de CHOLOY MENILLOT est maintenu trésorier de l'association.

Article 4 - Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de CHOLOY MENILLOT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/447 du 19 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Mamey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le bureau de l'association foncière de MAMEY est composé ainsi qu'il suit :

* Le maire de la commune de MAMEY ou un conseiller municipal désigné par lui.

* Le conseiller général du canton concerné.

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Charles AUBRIOT - M. Hervé GROSSE - M. Robert PERRIN - M. Frédéric VINCENT

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Michel GROSSE - M. Gilbert PERRIN - M. François PERRIN - M. Jacques PETIT

Article 2 - Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Article 3 - Le receveur municipal de la commune de MAMEY est maintenu trésorier de l'association.

Article 4 - Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MAMEY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/448 du 29 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Mehoncourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le bureau de l'association foncière de MEHONCOURT est composé ainsi qu'il suit :

* Le maire de la commune de MEHONCOURT ou un conseiller municipal désigné par lui.

* Le conseiller général du canton concerné.

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Pascal CHATA - M. Jean-François MATHIEU - M. Bernard MUNIER - M. Denis CHONE

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. François CHATA - M. Lionel VALENTIN - M. Claude MOURROT - M. Robert DEDENON

Article 2 - Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Article 3 - Le receveur municipal de la commune de MEHONCOURT est maintenu trésorier de l'association.

Article 4 - Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MEHONCOURT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 29 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/449 du 29 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Fréménil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le bureau de l'association foncière de FREMENIL est composé ainsi qu'il suit :

* Le maire de la commune de FREMENIL ou un conseiller municipal désigné par lui.

* Le conseiller général du canton concerné.

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- Mme Jacqueline NEIGE - M. Marcel HENRY - M. Gérard PATOUX - M. Jean-Paul MESSAGER

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. André DUMAS - M. Pierre THIERY - Mme Jeannine BARDOT - M. Sébastien RAMOS

Article 2 - Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Article 3 - Le receveur municipal de la commune de FREMENIL est maintenu trésorier de l'association.

Article 4 - Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de FREMENIL et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 29 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/460 du 22 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Jaulny-1

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le bureau de l'association foncière de JAULNY-1 est composé ainsi qu'il suit :

* Le maire de la commune de JAULNY ou un conseiller municipal désigné par lui.

* Le conseiller général du canton concerné.

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Pierre FISCHER - M. Raymond DEFAUX - Mme Nicole JANTZEM - M. Pierre MANSARD

* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- Mme Anne MARMOIS - M. Alain ROCK - Mme Bernadette FAFIN - M. Didier FISCHER

Article 2 - Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Article 3 - Le receveur municipal de la commune de JAULNY est maintenu trésorier de l'association.

Article 4 - Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de JAULNY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 22 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/461 du 22 décembre 2008 portant modification de la composition du bureau de l'association foncière de Jaulny-2

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - L'arrêté préfectoral du 02 février 2005 est modifié comme suit :

- M. Didier FISCHER propriétaire désigné par la chambre d'agriculture, en remplacement de M. Jean-Marie HAUE ;

- Le conseiller général du canton concerné, en remplacement du délégué du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 - Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de JAULNY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 22 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/480 du 9 janvier 2009 portant dissolution de l'association foncière de Benney-1

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - La première association foncière de BENNEY-1, créée après le premier remembrement, est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de la première association foncière de BENNEY-1 est transféré à la deuxième association foncière de BENNEY- 2 qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BENNEY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Service forêt, chasse et milieux naturels

Extrait de l'arrêté n° 2008/444 du 15 décembre 2008 modifiant l'arrêté du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Haucourt-Moulaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'annexe 1 de l'arrêté du 19 mai 1972 est abrogé.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Haucourt-Moulaine.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Haucourt-Moulaine par les soins du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Haucourt-Moulaine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Haucourt-Moulaine,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- maire de la commune de Haucourt-Moulaine.

Nancy, le 15 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Annexe I à l'arrêté du 15 décembre 2008 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Haucourt-Moulaine
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Haucourt-Moulaine		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après : Commune d'Haucourt-Moulaine Bois « Cornu » 43 ; 68 à 73 ; 77 ; 86 ; 89 ; 98 10 ; 11
	A AO	Bois « Chevreuil » 15 à 21
	A	Bois « des Racrutes » 17 à 21 ; 23 à 30 ; 41 ; 43 ; 53 ; 54
	AD	Bois « du Pallez 50 ; 51 ; 53 à 60 ; 78 ; 82 ; 91 ; 93 ; 95
	A	Pour une surface totale de 153 ha 83 a 26 ca

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

Arrêté 09-DDSV54-014 du 27 janvier 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle

Le directeur départemental des services vétérinaires

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu l'arrêté ministériel en date du 18 septembre 2006 nommant M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008/BMSSE en date du 6 MAI 2008 portant délégation de signature à M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2008 BMSSE en date du 06 MAI 2008 accordant délégation de signature à M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Catherine NICOLEY, Inspecteur de santé publique vétérinaire, adjointe au directeur, chef du service santé et protection animales - environnement,
- Mme Anne DELEPORTE, Inspecteur de santé publique vétérinaire, chef du service hygiène et sécurité sanitaire des aliments,
- Mme PORTEMER Emmanuelle, Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, adjointe au chef du service santé et protection animales - environnement.

Article 2 : L'arrêté portant subdélégation de signature 08-ddsv54-055 du 15 mai 2008 est abrogé.

Article 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des Services Vétérinaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Malzéville, le 27 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean Yves CHOLLET

*Service santé et protection animales***Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.003 du 15 janvier 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Murielle MENARD, vétérinaire à Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :
Mademoiselle Murielle MENARD,
Docteur Vétérinaire
Cabinet Vétérinaire
1, rue de Verdun - 54120 BACCARAT

Article 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 15 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.008 du 20 janvier 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marilyn GUILLEMAIN, vétérinaire à Marly

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :
Marilyn GUILLEMAIN,
Docteur Vétérinaire
28, rue de la Vire - 57155 MARLY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 20 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.009 du 20 janvier 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Rémi MORHAIN, vétérinaire à Fey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :
Rémi MORHAIN,
Docteur Vétérinaire
30, route du Cuvry - 57420 FEY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 20 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.010 du 26 janvier 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Sophie GROOT KOERKAMP, vétérinaire à Montigny-lès-Metz

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :
Sophie GROOT KOERKAMP,
Docteur Vétérinaire
204, rue de Pont à Mousson
57950 MONTIGNY LES METZ

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 26 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

Service transports et sécurité

Extrait de l'arrêté 2008/DDE/013/TBSC du 30 juin 2008 portant publication de la carte de bruit des autoroutes non concédées et routes nationales du département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article I : Sont arrêtées les cartes de bruit stratégiques des routes dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an, concernant les voies suivantes :

- Autoroutes non concédées :

- A31 entre l'échangeur N4 et la limite départementale de la Moselle
- A30 entre l'échangeur N52 et la limite départementale de la Moselle
- A33 entre l'échangeur A31 et l'échangeur N333
- A330 entre le P.R 0 (D 674) et l'échangeur N57

- Routes nationales :

- N4 entre la limite départementale des Vosges et l'échangeur A31
- N4 entre l'échangeur D99 et l'échangeur D400
- N52 entre la frontière belge et l'échangeur A30
- N57 entre l'échangeur A330 et la limite départementale des Vosges
- N333 entre l'échangeur A33 et l'échangeur N59 ;

Article II : Chaque carte de bruit comporte :

4 documents graphiques du bruit au 1/25000ème listés ci-après :

- (a1) une représentation graphique des zones exposées au bruit de jour, à l'aide de courbes isophones en Lden allant de 55 dB(A) à 75dB(A), par pas de 5 dB(A) ;
- (a2) une représentation graphique des zones exposées au bruit de nuit, à l'aide de courbes isophones en Ln allant de 50 dB(A) à 70dB(A), par pas de 5 dB(A) en application de l'article R571-1 et suivants du code de l'environnement ;
- (b) une représentation graphique des secteurs exposés au bruit arrêtés en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;
- (c) une représentation graphique des zones où le Lden dépasse 68 dB(A) et le Ln dépasse 62 dB(A) en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;

des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des surfaces et des établissements d'enseignement et de santé exposés au bruit dans ces zones ;

un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour leur élaboration .

Article III : Ces cartes seront mises en lignes sur le site Internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle : www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

Article IV : Les cartes de bruit seront tenues à la disposition du public à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction du Développement Durable et des politiques interministérielles – Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Article V : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article VI : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article VII : Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté sont transmises au ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (DPPR - mission bruit) et intégrées dans l'observatoire du bruit des infrastructures de transports terrestres du département de Meurthe-et-Moselle.

Article VIII : Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de la Région Est, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Madame la Directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté 2008/DDE/020/TBSC du 24 décembre 2008 portant publication de la carte de bruit des voies communales du département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article I : Sont arrêtées les cartes de bruit stratégiques des routes dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an, concernant les voies suivantes :

- Boulevard des Aiguillettes à Villers-les-Nancy
- Boulevard de l'Europe à Vandoeuvre-les-Nancy
- Avenue du Bois Gronée à Laxou
- Boulevard Lobau à Nancy
- Pont des Fusillés à Nancy
- Rue de Vandoeuvre à Heillecourt
- Boulevard de Scarpone et Boulevard Albert 1er à Nancy
- Avenue des Quatre Vents à Laxou

- Boulevard Joffre à Nancy
- Boulevard du Recteur Senn à Nancy
- Rue Mazagran à Nancy
- Rue Raymond Poincaré à Nancy
- Rue Jeanne d'Arc et Rue Victor Hugo à Nancy
- Avenue Jeanne d'Arc à Vandoeuvre-les-Nancy
- Boulevard du 26ème Régiment d'Infanterie à Nancy
- Pont de la Concorde à Tomblaine
- Avenue de la forêt de la Haye à Vandoeuvre-les-Nancy
- Rue Molitor à Nancy
- Rue de Mont Désert à Nancy
- Avenue Foch à Nancy
- Viaduc Louis Marin à Nancy.

Article II : Chaque carte de bruit comporte :

4 documents graphiques du bruit au 1/25000ème listés ci-après :

- (a1) une représentation graphique des zones exposées au bruit de jour, à l'aide de courbes isophones en Lden allant de 55 dB(A) à 75dB(A), par pas de 5 dB(A) ;
- (a2) une représentation graphique des zones exposées au bruit de nuit, à l'aide de courbes isophones en Ln allant de 50 dB(A) à 70dB(A), par pas de 5 dB(A) en application de l'article R571-1 et suivants du code de l'environnement ;
- (b) une représentation graphique des secteurs exposés au bruit arrêtés en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;
- (c) une représentation graphique des zones où le Lden dépasse 68 dB(A) et le Ln dépasse 62 dB(A) en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;

des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des surfaces et des établissements d'enseignement et de santé exposés au bruit dans ces zones ;

un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour leur élaboration.

Article III : Ces cartes seront mises en ligne sur le site internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle : www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr.

Article IV : Les cartes de bruit seront tenues à la disposition du public à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction du Développement Durable et des politiques interministérielles – Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Article V : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article VI : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article VII : Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté sont transmises au ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (DPPR - mission bruit) et intégrées dans l'observatoire du bruit des infrastructures de transports terrestres du département de Meurthe-et-Moselle.

Article VIII : Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Madame la Directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté 2008/DDE/021/TBSC du 24 décembre 2008 portant publication de la carte de bruit de l'autoroute concédée A31 dans le département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article I : Sont arrêtées les cartes de bruit stratégiques des routes dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an, concernant l'autoroute concédée A31 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article II : Les cartes de bruit comportent :

4 documents graphiques du bruit au 1/25000ème listés ci-après :

- (a1) une représentation graphique des zones exposées au bruit de jour, à l'aide de courbes isophones en Lden allant de 55 dB(A) à 75dB(A), par pas de 5 dB(A) ;
- (a2) une représentation graphique des zones exposées au bruit de nuit, à l'aide de courbes isophones en Ln allant de 50 dB(A) à 70dB(A), par pas de 5 dB(A) en application de l'article R571-1 et suivants du code de l'environnement ;
- (b) une représentation graphique des secteurs exposés au bruit arrêtés en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;
- (c) une représentation graphique des zones où le Lden dépasse 68 dB(A) et le Ln dépasse 62 dB(A) en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;

des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des surfaces et des établissements d'enseignement et de santé exposés au bruit dans ces zones ;

un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour leur élaboration.

Article III : Ces cartes seront mises en ligne sur le site internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle : www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr.

Article IV : Les cartes de bruit seront tenues à la disposition du public à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction du Développement Durable et des politiques interministérielles – Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Article V : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article VI : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article VII : Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté sont transmises au ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (DPPR - mission bruit) et intégrées dans l'observatoire du bruit des infrastructures de transports terrestres du département de Meurthe-et-Moselle.

Article VIII : Monsieur le Président Directeur Général de la société des Autoroutes Paris Rhin Rhone, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Madame la Directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté 2008/DDE/022/TBSC du 24 décembre 2008 portant publication de la carte de bruit de l'autoroute concédée A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article I : Sont arrêtées les cartes de bruit stratégiques des routes dont le trafic est supérieur ou égal à 6 millions de véhicules par an, concernant l'autoroute concédée A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article II : Les cartes de bruit comportent :

4 documents graphiques du bruit au 1/25000ème listés ci-après :

- (a1) une représentation graphique des zones exposées au bruit de jour, à l'aide de courbes isophones en Lden allant de 55 dB(A) à 75dB(A), par pas de 5 dB(A) ;
- (a2) une représentation graphique des zones exposées au bruit de nuit, à l'aide de courbes isophones en Ln allant de 50 dB(A) à 70dB(A), par pas de 5 dB(A) en application de l'article R571-1 et suivants du code de l'environnement ;
- (b) une représentation graphique des secteurs exposés au bruit arrêtés en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;
- (c) une représentation graphique des zones où le Lden dépasse 68 dB(A) et le Ln dépasse 62 dB(A) en application de l'article R 572-1 et suivants du code de l'environnement ;

des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des surfaces et des établissements d'enseignement et de santé exposés au bruit dans ces zones ;

un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour leur élaboration.

Article III : Ces cartes seront mises en ligne sur le site internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle : www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr.

Article IV : Les cartes de bruit seront tenues à la disposition du public à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction du Développement Durable et des politiques interministérielles – Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Article V : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article VI : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article VII : Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté sont transmises au ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (DPPR - mission bruit) et intégrées dans l'observatoire du bruit des infrastructures de transports terrestres du département de Meurthe-et-Moselle.

Article VIII : Monsieur le Président Directeur Général de la société des Autoroutes SANEF, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Madame la Directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE
Service des ressources humaines

Extrait de l'arrêté n° 2009 DDEA-05 du 16 janvier 2009 modifiant la liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches de l'enveloppe NBI prévue par le protocole DURAFOUR

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté 2001-407 du 28 décembre 2001 portant désignation des postes éligibles 6ème et 7ème tranches de l'enveloppe NBI prévue par le protocole DURAFOUR,

ARRETE

Article 1 : La liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches du protocole Durafour, telle que fixée par l'arrêté préfectoral sus-visé du 28 décembre 2001, est modifiée en annexe au présent arrêté (annexes A, B et C)

Article 2 : Le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet au 1^{er} janvier 2009 et qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 16 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

ANNEXE A

Niveau de l'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués
A+	Chef du service Ressources Humaines	Ressources humaines	38
A+	Chef du service Transports Sécurité	Transports Sécurité	30
A+	Coordonnateur des unités territoriales	Présence territoriale	30
A	Chef de l'unité Politiques territoriales de l'habitat	Habitat	20
A	Chef de l'unité prévention des risques	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20
A	Chef de l'unité parc de logement social	Habitat	20
A	Chef de l'unité application des sols	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20
A	Chef de l'unité affaires juridiques	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20

Nombre de postes : 8

Nombre de points : 198

ANNEXE B

Niveau de l'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués
B+	Chef de l'unité CSM gestion administrative	Ressources Humaines	20
B+	Chef de l'unité CSM gestion financière	Ressources Humaines	20
B+	Responsable pôle transports	Transports sécurité	15

B+	Responsable de l'unité coordination et affaires transversales	Aménagement Durable, Urbanisme, Risques	20
B	Chef comptable Parc	Parc	15
B	Inspecteur permis de conduire Mont St Martin	Transports sécurité	15

Nombre de postes : 6

Nombre de points : 105

ANNEXE C

Niveau de l'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués
C	Assistante de Direction	Direction	10
C	Assistante de Direction	Direction	10
C	Chargé BEPECASER	Transports Sécurité	10

Nombre de postes : 3

Nombre de points : 30

*Service application du droit des sols***Décision de délégation de signature du 30 janvier 2009 concernant les taxes d'urbanisme de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture**

Vu l'article L255-A du livre des procédures fiscales,

Vu l'article 50 de la loi de finances rectificative pour 1998,

Vu la circulaire n° 99-10/UHC/DU/2 du 11 février 1999,

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture donne délégation à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les titres de recettes individuels ou collectifs, pour les taxes d'urbanisme, en application de l'article L 255-A du livre des procédures fiscales, à :

- Monsieur Dominique MAIFFREDY, Chef de l'unité territoriale de Toul,

- Madame Corinne COLIN, Chef du pôle ADS de l'unité territoriale de Toul,

- Madame Jocelyne RECLIN, Chef de l'antenne ADS de Longwy de l'unité territoriale Nord.

Nancy, le 30 janvier 2009

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

*Service environnement eau et biodiversité***Extrait de l'arrêté du 28 janvier 2009 autorisant le recyclage agricole des boues produites par la station d'épuration du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy (SIAAL) au titre du code de l'environnement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le pétitionnaire a été consulté après le CODERST afin de faire part de ses observations dans le délai de 15 jours conformément à la réglementation et qu'il a adressé ses observations par lettre du 9 décembre 2008 ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

ARRETE

Titre I : Objet de l'autorisation

Article 1 : objet de l'autorisation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 22 août 2002 modifié, susvisé.

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy représenté par son Président, est autorisé en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : recyclage agricole des boues produites par la station d'épuration du SIAAL sur les communes de Baslieux, Beuville, Charency-Vezin, Chenières, Cosnes-et-Romain, Doncourt-les-Longuyon, Fresnois-la-Montagne, Haucourt-Moulaine, Laix, Longuyon, Mercy-le-Bas, Mexy, Montigny-sur-Chiers, Morfontaine, Pierrepont, Ugny, Villers-la-Chèvre, Villers-la-Montagne, Viviers-sur-Chiers

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.3.0	Épandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, étant : Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées.	Autorisation

La quantité maximale annuelle autorisée est de 1 100 tonnes de Matières Sèches hors chaux.

Article 2 : les boues

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 Janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 Janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses par an	Première année		Année de routine (1)	
Tonne de MS épandues	481 à 800	801 à 1600	481 à 800	801 à 1600
Valeurs agronomiques	16	20	8	10
AS, B	1	1	-	-
Eléments traces métalliques (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	12	18	6	9
Composés traces Organiques	6	9	3	4

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche)

- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

Les boues sont déshydratées par filtres à bandes puis chaulées et stockées dans des bennes de 10 tonnes avant d'être dirigées vers la plate-forme de stockage.

Article 3 : les sols

La surface épandable est de 1 146,47 hectares.

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : cadmium, chrome, mercure, nickel, plomb, zinc, pH et granulométrie.

La liste des parcelles d'épandage, les zones homogènes, ainsi que les coordonnées Lambert II des points de prélèvement pour analyses de sols sont annexées à l'arrêté.

Article 4 : les pratiques d'épandage

Une même parcelle ne peut être incluse dans plusieurs plans d'épandage de boues de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

La gestion des effluents d'élevage est prioritaire sur les exploitations agricoles concernées.

Les dépôts temporaires en bout de champ peuvent être réalisés conformément à l'article 5 de l'arrêté du 8 janvier 1998 mais seront limités à 15 jours.

L'enfouissement devra être réalisé impérativement dans le délai maximum de 48 heures suivant les épandages.

- Les distances d'isolement

Une distance minimale d'isolement de 100 mètres est mise en place vis à vis des maisons habitées, zones de loisirs et établissement recevant du public.

Pour des boues solides, les distances d'isolement vis à vis des cours d'eau et points d'eau sont les suivantes :

activités	domaine d'application	distance minimale d'isolement
puits, forages, source, stockage d'eau pour l'alimentation en eau potable ou le maraîchage	pente < 7%	35 m
	pente > 7%	100 m
cours d'eau et plans d'eau	cas général	35 m
	pente > 7% et boues stabilisées et solides	100 m
	pente < 7% et boues stabilisées et enfouies dans le sol immédiatement après épandages	5 m

Aucun épandage dans les périmètres de protection rapprochées n'est réalisé.

Les épandages de boues sur prairies ou sur cultures non destinées à un retournement immédiat sont interdits.

- Les fréquences d'apport

L'intervalle entre deux apports de boues sera de 3 ans minimum. En cas de situation exceptionnelle, il pourra être de 2 ans après validation du service police de l'eau et justification de la situation exceptionnelle.

L'intervalle d'apport entre un apport d'effluent d'élevage (fumier, lisier, ..) et des boues devra être de deux ans minimum.

- Les périodes d'apport

Les épandages sont réalisés après moisson avant implantation de cultures d'automne.

En fonction des conditions météorologiques, ils peuvent également être réalisés au printemps avant labours de préparation aux cultures de printemps.

Les épandages sont interdits sur les sols pris en masse par le gel, inondés ou enneigés.

L'ensemble des parcelles se situe en zone vulnérable, les périodes d'épandages seront conformes à l'arrêté préfectoral du programme d'action de protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur .

- La dose d'apport

Les doses d'apport sont comprises entre 15 et 21 tonnes de boues /ha. La dose de 21t/ha constitue un maximum.

La dose d'apport est calculée à chaque campagne et pour chaque parcelle, en fonction des analyses de boues, des cultures pratiquées, de la pédologie des sols et des paramètres réglementaires.

- La zone vulnérable

Au titre de l'arrêté préfectoral du 3^{ème} programme d'action de protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, et des arrêtés à venir, les apports d'azote d'origine organique sont limités à 170kg/ha de surface potentiellement épandable par exploitation et par an.

Article 5 : le stockage

La plate-forme de stockage des boues se situe au lieu-dit « le Pas-bayard » sur la commune de Fresnois-la-Montagne.

L'aire de stockage de 2 400 m² est entièrement couverte.

Le revêtement bétonné est doublé de membranes étanches pour éviter toute fuite de lixiviats. La légère pente de la plate-forme dans le sens de la longueur, permet aux lixiviats de s'écouler dans une rigole de récupération se trouvant derrière le mur de palplanches puis dans une fosse enterrée.

Cette rigole devra être nettoyée régulièrement, au minimum une fois par mois.

La fosse est vidangée au minimum tous les 6 mois, son niveau sera contrôlé visuellement tous les mois. En cas d'augmentation exceptionnelle du niveau de la fosse, une augmentation de la fréquence de vidange sera réalisée.

Les lixiviats sont ramenés en tête de station.

Article 6 : les filières alternatives

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

Les boues conformes à l'épandage agricole peuvent être traitées dans des centres de compostage.

Les boues non conformes seront dirigées vers de l'incinération et co-incinération ou vers un centre de stockage de déchets ultimes.

Article 7 : les conventions

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières. Ces contrats ou conventions devront comprendre au minimum :

- noms et dénomination sociale des deux parties,
- l'adresse des deux parties contractantes,
- la signature des deux parties,
- la liste des parcelles concernées,
- la référence à l'arrêté préfectoral autorisant l'épandage des boues en agriculture,
- l'engagement écrit du producteur à épandre dans les règles,

- ...

Article 8 : le prévisionnel et bilan annuel

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices, l'historique des épandages d'effluents d'élevages et de boues sur chaque parcelle sur 3 ans, la mise à jour des contraintes sur chaque parcelle ;
- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci comportant notamment le bilan de fumure et les analyses réalisées sur les sols et les boues, les dates d'épandage, la cartographie

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au Préfet

Titre II : Prescriptions

Article 9 : prescriptions spécifiques

- Distance d'isolement

Avant tout épandage, le pétitionnaire ou son prestataire réalisera une visite préalable de terrain et

administratif, afin de mettre à jour l'évolution des contraintes (nouvelles constructions, plan d'eau, nouveaux périmètres de protections des captages, ...).

- Gestion des épandages :

Le ou les prestataires réalisant les épandages devront être tenus contractuellement au respect d'un cahier des charges précis, rappelant l'ensemble des contraintes réglementaires. Ce cahier des charges sera envoyé dans les 6 mois suivant la signature de cet arrêté préfectoral au service chargé de la police de l'eau.

- Gestion des boues :

Le pétitionnaire mettra en place, sans délai, un registre d'enregistrement du stockage des boues. Ce registre sera placé dans un lieu proche du site et sûr ou confié à la personne responsable des entrées et sorties de boues du site, de manière à ce que chaque entrée ou sortie soit immédiatement enregistrée de manière sûre. Une copie sera conservée au niveau du siège du SIAAL. Ce registre comprendra :

- des arrivées de boues (pesées) sur la plate-forme,
- des départs de boues (pesées),
- de leur destination,
- des dates d'analyses,
- des résultats d'analyses,
- de la gestion des lots...,
- de l'enregistrement du niveau de la fosse des lixiviats tous les mois,
- des vidanges de la fosse de récupération des lixiviats (dates, volume, destination, prestataires, ...).

La mise en place d'une pesée systématique des bennes de boues entrant sur la plate-forme et sortant du site est demandée dans un délai de 6 mois, à compter de la signature du présent arrêté, au pétitionnaire.

A compter de la fin de la campagne d'épandage 2009, il est demandé de gérer les boues en lots, avec une distinction physique et pas uniquement visuelle. Chaque lot correspondant à une analyse de boues. Les boues analysées et à caractériser ne doivent pas pouvoir se mélanger de manière à pouvoir évacuer tout lot de boues non conforme.

Compte tenu des pratiques culturelles, le stockage doit permettre de stocker 10 à 12 mois de la production de boues ;

Ainsi, avant 1 an suivant la notification du présent arrêté, le pétitionnaire devra informer le service chargé de la police de l'eau sur les besoins en stockage, la solution retenue et le calendrier de réalisation des travaux nécessaires.

Titre III : Dispositions générales

Article 10 : conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 11 : caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de dix ans à compter de la signature du présent arrêté. La demande de renouvellement devra être déposée un an au minimum avant cette échéance.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 12 : déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 13 : accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 14 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 16 : publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié par la préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux communes de Baslieux, Beuveille, Charency-Vezin, Chenières, Cosnes-et-Romain, Doncourt-les-Longuyon, Fresnois-la-Montagne, Haucourt-Moulaine, Laix, Longuyon, Mercy-le-Bas, Mexy, Montigny-sur-Chiers, Morfontaine, Pierrepont, Ugny, Villers-la-Chèvre, Villers-la-Montagne, Viviers-sur-Chiers.

Une copie de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affichée dans les mairies susvisées, pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi que dans les mairies susvisées.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 17 : voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Article 18 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de Baslieux, Beuveille, Charency-Vezin, Chenières, Cosnes-et-Romain, Doncourt-les-Longuyon, Fresnois-la-Montagne, Haucourt-Moulaine, Laix, Longuyon, Mercy-le-Bas, Mexy, Montigny-sur-Chiers, Morfontaine, Pierrepont, Ugny, Villers-la-Chèvre, Villers-la-Montagne, Viviers-sur-Chiers, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture (service environnement eau et biodiversité et service aménagement durable, urbanisme et risques), le directeur de la chambre départementale d'agriculture – mission de recyclage des déchets et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information au directeur de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 28 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Annexes : La liste des parcelles concernées par les épandages est consultable à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, direction du développement durable et des politiques interministérielles (bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement), à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (service environnement eau et biodiversité) et dans les mairies concernées.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2008 portant renouvellement d'habilitation du centre éducatif renforcé « Echange »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'association s'engage à réaliser les travaux permettant au CER Echange d'assurer cette capacité d'accueil de 8 jeunes. Elle communique, au cabinet du préfet, le procès-verbal de la commission de sécurité suite à ces travaux ;

ARRETE

Article 1 : Le centre éducatif renforcé « Echange » (C.E.R. Echange) géré par l'association Office d'Hygiène Sociale, est habilité à recevoir 8 filles ou garçons, âgés de 14 à 18 ans, au titre de l'ordonnance 45-174 du 2 février 1945.

Article 2 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son habilitation devra être porté à la connaissance de monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : La présente habilitation est accordée pour une période de 5 ans à compter de sa notification et renouvelable dans les conditions fixées par le décret n° 88-949 du 6 octobre 1988 modifié, sus-visé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché à la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Extrait de la décision du 7 janvier 2009 fixant le tarif des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance, le tarif des péages pour le transport public de passagers et les tarifs spéciaux des péages de plaisance en 2009

Le directeur général de Voies navigables de France,

DECIDE

Article 1^{er} : Le tarif des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance, le tarif des péages pour le transport public de passagers, les tarifs spéciaux des péages de plaisance pour 2009 ainsi que leurs modalités d'application (délais à respecter, abattements, ristournes et remboursements) sont ceux qui ont été fixés pour 2008 par les trois délibérations du 3 octobre 2007 susvisées, la référence à l'année 2008 étant remplacée par la référence à l'année 2009 pour l'application de ces délibérations pour 2009.

Article 2 : La présente décision entre en vigueur à compter de sa publication au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France et s'applique jusqu'à la publication de la prochaine délibération du conseil d'administration fixant les tarifs des péages pour la plaisance et le transport public de passagers, à intervenir durant 2009.

Article 3 : La présente décision sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France et au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Béthune, le 7 janvier 2009

Le directeur général,
Thierry DUCLAUX

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie de Nancy-Municipale – En date du 20 janvier 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mademoiselle Coralie LARGAJOLLI, Inspecteur

Le soussigné Alain HOMAND, Trésorier de NANCY-MUNICIPALE

déclare constituer pour son mandataire spécial et général Coralie LARGAJOLLI, inspecteur (nom, prénom / grade)

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Nancy-Municipale, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Nancy-Municipale, entendant ainsi transmettre à Mlle LARGAJOLLI tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
LARGAJOLLI Coralie
Inspecteur

Signature du mandant
HOMAND Alain
Trésorier Principal

Nancy, le 20 janvier 2009

AUTRES SERVICES

TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY

Contentieux n° 07-018 NC 54 : Association « Jeunesse Culture Loisirs et Technique » à PARIS (Service d'accompagnement familial et éducatif « SAFE Nancy ») contre président du conseil général de Meurthe et Moselle (arrêté du 12 mars 2007)

SEANCE N° 310 du 12 SEPTEMBRE 2008 à 14 H 30

LECTURE EN SEANCE PUBLIQUE DU 10 OCTOBRE 2008

Président : Madame RICHER
Rapporteur : Monsieur STAEBLER
Commissaire du gouvernement : Madame ROUSSELLE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy

VU la requête enregistrée le 7 juin 2007 au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, présentée par l'association « Jeunesse, culture, loisirs, technique », ayant son siège social 39, boulevard Beaumarchais à Paris (75003), représentée par son président en exercice ;

L'association demande :

- la réformation de l'arrêté en date du 15 mars 2007 par lequel le président du conseil général a fixé, pour 2007, à 1 082 653,85 euros la dotation globale du service d'accompagnement familial et éducatif de Nancy, qu'elle gère à Maxéville (Meurthe-et-Moselle) ;
- de porter ladite dotation à la somme de 1 233 277,71 euros ;

Elle soutient que :

- le président du conseil général n'a pas justifié, contrairement aux exigences législatives, les abattements qu'il a opérés ; s'il expose que l'acceptation des propositions budgétaires aurait été de nature à compromettre le respect de l'enveloppe limitative départementale, il n'en apporte pas la preuve ; il ne démontre pas non plus que l'établissement aurait un coût à la place supérieur à la moyenne constatée dans le département, voire dans la région ;
- la procédure contradictoire lui avait permis de démontrer qu'elle n'était pas en mesure d'adapter le fonctionnement de son établissement au budget retenu ;
- l'abattement effectué sur la proposition de versement d'une indemnité de fonctionnement de 70 points à un chef de service n'a fait l'objet d'aucune contestation, dans le cadre de la procédure contradictoire en méconnaissance des dispositions des articles R.314-22 et R.314-24 du code de l'action sociale et des familles ;
- alors qu'elle avait, dans ses propositions budgétaires, sollicité la prise en compte d'une indemnité mensuelle de fonctionnement de 70 points au bénéfice d'un chef de service, l'autorité de tarification n'a retenu dans les bases de calcul des tarifs que la valeur de 15 points ; un crédit de 3 843,84 euros, correspondant au coût de cette mesure, doit être réintégré dans la base de calcul de la dotation globale et du prix de journée ;
- elle a été amenée en 2004 à licencier pour faute grave la directrice du SAFE de Nancy en payant, pour solde de tout compte à sa salariée, une somme de 22 288,87 euros ; compte tenu de la contestation du licenciement, elle avait inscrit au compte administratif de 2004, une provision de 75 175,80 euros et en l'absence de décision de l'autorité de tarification, une nouvelle provision de 150 000 euros, au compte administratif de 2005 ; par un jugement de novembre 2005, le conseil des prud'hommes de Nancy a requalifié le licenciement en « licenciement pour cause réelle et sérieuse » et elle a été condamnée à verser à son ancienne salariée la somme de 151 248,45 euros ; le président du conseil général ayant rejeté les provisions effectuées lors de l'examen des comptes administratifs de 2004 et 2005, il en résulte, à la clôture de l'exercice 2005, un déficit de 91 092,49 euros directement causé par le coût du licenciement dont elle a demandé la prise en compte dans la tarification de 2007 alors que le montant de l'indemnité fixée par le conseil des prud'hommes correspond aux dispositions conventionnelles dont le tarifificateur ne peut s'affranchir ;
- il lui est impossible d'adapter le fonctionnement de son établissement, les crédits autorisés sur chacun des groupes fonctionnels correspondant à des dépenses incompressibles ;

VU le mémoire en défense, enregistré le 25 septembre 2007, présenté par le président du conseil général de Meurthe et Moselle qui conclut au rejet de la requête par les moyens que :

- le code de l'action sociale et des familles, dans ses nouvelles dispositions, donne à l'autorité de tarification le pouvoir de fonder des modifications de dépenses sur l'incompatibilité des propositions budgétaires avec les enveloppes limitatives, sans exclure, par ailleurs, la possibilité de rejeter des dépenses qui se révéleraient excessives ou injustifiées ;
- dans le cadre du schéma départemental de l'enfance, le département de Meurthe et Moselle a autorisé la création de trois structures d'accueil de jour, dont le SAFE qui bénéficie d'un prix de journée de 99,30 euros, alors que les deux autres structures analogues disposent de

- financement bien moindres ; le tarif du SAFE a progressé de 10,84 % en deux ans alors que ceux des deux structures comparables baissait de 3,73 % ou progressait de 1,27 % ;
- l'incidence du coût de licenciement de l'ancienne directrice du SAFE ne peut s'inscrire dans la dotation limitative de crédits de 2007, arrêtée, par l'assemblée départementale, à 2 450 000 euros, pour les accueils de jour ; l'incorporation dans les tarifs du coût de licenciement de l'ancienne directrice aurait entraîné une progression de 22,53 % du tarif du SAFE, et engendré une dépense globale de 2 539 719 euros supérieure à l'enveloppe limitative susvisée ;
 - si le département n'a pas à porter de jugement sur une mesure de licenciement, il ne saurait, en contrepartie se voir opposer des dépenses qui découlent d'un dysfonctionnement dans la gestion de l'établissement ; le conseil des prud'hommes n'ayant pas relevé de faute grave de la directrice licenciée, mais ayant jugé que le différend entre cette dernière et son employeur s'analysait comme un refus d'adhérer à de nouvelles méthodes de gestion, à la suite de l'intégration de l'association dans un réseau, il s'agit d'une affaire interne à l'association étrangère au service rendu à la collectivité et dont les conséquences n'ont pas à être supportées sur des fonds publics ; au compte administratif de 2004, la requérante avait effectué une dotation de provision pour le même motif, cette dotation avait été rejetée avec une argumentation constante et analogue à celle qui a porté sur le rejet de la dépense en 2005, ce rejet est définitif et ne peut être rediscuté lors des exercices suivants ;
 - dans ses propositions budgétaires l'association avait initialement proposé de classer son chef de service comme « cadre – niveau 3 – classe 3 », avec une indemnité de sujétion de 140 points, cette proposition qui avait été acceptée par l'autorité de tarification à hauteur de 70 points d'indemnité ; dans le cadre de la procédure contradictoire, l'association a proposé le reclassement du chef de service comme « cadre de niveau 2 – classe 2 », avec 70 points d'indemnité, le reclassement de l'agent a été accepté, avec un niveau d'indemnité de 15 points ; la convention collective fixe de fourchettes pour l'attribution des indemnités ; pour être opposable sur le plan budgétaire, un accord de l'autorité de tarification est nécessaire pour les montants dépassant les minima conventionnels ;

VU le mémoire en réplique enregistré le 30 novembre 2007 qui tend aux mêmes fins que la requête, par les mêmes moyens et ajoute que les coûts de fonctionnement des accueils de jour ne sont pas comparables, le SAFE mettant en œuvre des modalités de prise en charge « innovantes » ; que l'un des établissements comparés bénéficie d'une mutualisation de moyens qui rend sa gestion moins onéreuse ; que les moyens demandés pour le fonctionnement du SAFE sont compatibles avec les orientations du schéma départemental ; qu'en ce qui concerne le licenciement de la directrice du SAFE, le conseil des prud'hommes a admis que le licenciement était nécessaire, dans le cadre d'une gestion normale de l'établissement et les indemnités versées correspondent à l'application de la convention collective ; que le rejet, à l'occasion de l'examen des résultats incorporés aux propositions budgétaires pour 2006, de la provision de 76 953,50 euros effectuée en 2004, ne peut fonder un refus définitif d'incorporer, dans le calcul de la dotation de 2007, des dépenses qui n'ont été réellement engagées qu'en 2005, après notification du jugement ; que le fait que l'autorité de tarification ait accepté un changement de classification du chef de service ne l'exonère pas de l'obligation réglementaire de soumettre à l'association toutes ses propositions de modifications budgétaires, ce qu'en l'occurrence elle n'a pas fait en limitant le montant de l'indemnité de fonctionnement ;

VU la décision attaquée ;

VU les autres pièces du dossier ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la famille et de l'aide sociale ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 ;

Après avoir entendu à la séance publique du 12 septembre 2008 à laquelle les parties ont été dûment convoquées :

- Monsieur STAEBLER, directeur du centre hospitalier de la Haute-Marne, rapporteur, en son rapport ;

- Monsieur ROUILLE-D'ORFEUIL, directeur général de l'association « Jeunesse Culture Loisirs et Technique » à PARIS, en ses observations ;

- Madame ROUSSELLE, premier conseiller à la cour administrative d'appel de Nancy, commissaire du gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré

Sur les conclusions à fin d'annulation :

CONSIDERANT que les conclusions présentées par l'association « Jeunesse, culture, loisirs, technique » doivent être regardées comme tendant à l'annulation de l'arrêté en date du 12 mars 2007 par lequel le président du conseil général a fixé la dotation globale du service d'accompagnement familial et éducatif de Nancy qu'elle gère à Maxéville (Meurthe et Moselle) ;

CONSIDERANT qu'il ressort des pièces du dossier que le président du conseil général a indiqué lors de la procédure contradictoire les motifs des abattements auxquels il a procédé, tant au regard des orientations du schéma de protection de l'enfance, du taux directeur d'évolution arrêté par l'assemblée départementale, qu'au regard des dépenses elles-mêmes par groupe fonctionnel ; que l'association requérante ne peut pas utilement contester la pertinence de ces motifs ; que, par suite, les conclusions à fin d'annulation ne peuvent qu'être rejetées ;

Sur les conclusions à fin de réformation :

CONSIDERANT, d'une part, que si l'association « Jeunesse, culture, loisirs, technique » fait valoir qu'après avoir admis le principe de l'attribution d'une indemnité mensuelle de fonctionnement de 70 points à un chef de service, le président du conseil général n'a admis lors du calcul des tarifs et de la dotation que la valeur de 15 points, il résulte de l'instruction que cette indemnité était attachée à la rémunération du titulaire du poste comme cadre de catégorie 3- classe 3 alors que l'association a obtenu le financement de la rémunération de l'intéressé à un niveau supérieur, catégorie 2- classe 2 ; que, dès lors, l'autorité de tarification a pu, à bon droit, considérer que le maintien d'une indemnité au delà des exigences minimales de la convention collective n'était plus justifié ; qu'au surplus, l'association ne démontre pas que le budget dont elle dispose ne lui permettrait pas de financer cette mesure, dont le montant (3 843,84 euros) est minime ; qu'ainsi, l'association requérante n'est pas fondée à demander la prise en compte d'une indemnité de fonctionnement de chef de service de 70 points ;

CONSIDERANT, d'autre part, que si le président du conseil général a refusé lors de l'examen des propositions budgétaires pour 2006, l'inclusion dans le résultat de l'exercice 2004 d'une provision pour risque contentieux lié au coût du licenciement de la directrice de l'établissement, il n'a pas pris sur la prise en charge de ce coût une décision définitive qui ne serait plus susceptible d'être remise en cause comme il le soutient ; qu'il résulte de l'instruction, notamment du jugement du conseil des prud'hommes de Paris en date du 23 novembre 2005, que le licenciement pour cause réelle et sérieuse de la directrice du service d'accompagnement familial et éducatif de Nancy n'est pas étranger au fonctionnement de l'établissement, mais était nécessaire à la bonne marche de ce dernier ; que, toutefois, si l'association requérante soutient avoir supporté un coût de 151 248,45 euros au titre de ce licenciement, elle n'a été condamnée à verser à son ancienne directrice que les sommes de 22 638,66 euros, au titre du préavis conventionnel de 6 mois de salaire, de 678,51 euros, au titre du salaire retenu pour mise à pied et de 88 192,26 euros au titre de l'indemnité conventionnelle de licenciement, soit un total de 111 509,43 euros, augmenté des intérêts au taux légal à compter du 22 juillet 2004, date de réception par l'employeur de la convocation devant le bureau de conciliation ;

CONSIDERANT qu'il résulte de tout ce qui précède, que l'association « Jeunesse, culture, loisirs, technique » est seulement fondée à demander la majoration de la dotation globale pour 2007 de la somme de 111 509,43 euros, augmentés des intérêts au taux légal à compter du 22 juillet 2004 ; que les éléments fournis au dossier ne permettent pas de calculer la nouvelle dotation globale et le nouveau prix de journée du service d'accompagnement familial et éducatif de Nancy au titre de l'année 2007 ; qu'il y a lieu de renvoyer l'association devant le président du conseil général de Meurthe et Moselle pour leur fixation ;

DECIDE

Article 1 : La dotation globale de financement du service d'accompagnement familial et éducatif de Nancy pour l'année 2007 est majorée d'une somme de 111 509,43 euros, augmentée des intérêts au taux légal à compter du 22 juillet 2004.

Article 2 : L'association « Jeunesse, culture, loisirs et technique » est renvoyée devant le président du conseil général de Meurthe et Moselle pour que soient fixés la dotation globale et le prix de journée pour 2007, du service d'accompagnement familial et éducatif de Nancy.

Article 3 : L'arrêté en date du 12 mars 2007 par lequel le président du conseil général de Meurthe et Moselle a fixé la dotation globale de financement et le prix de journée du service d'accompagnement familial et éducatif de Nancy, à Maxéville pour l'année 2007 est réformé en ce qu'il a de contraire avec les articles 1 et 2 ci-dessus.

Article 4 : Le surplus de la requête de l'association « Jeunesse, culture, loisirs et technique » est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à l'association « Jeunesse, culture, loisirs, technique à Paris et au président du conseil général de Meurthe et Moselle.

Copie en sera transmise au préfet de Meurthe et Moselle et au directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine.

Il sera inséré, par extraits, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Délibéré par le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY, dans sa séance du 12 septembre 2008, où siégeaient Madame RICHER, Président, Madame GUILLAUME, Madame DUPONT-DARRAS, Monsieur BOUY et Monsieur STAEBLER, rapporteur.

Le Rapporteur,
J.P. STAEBLER

Le Président,
M. RICHER

Le Greffier,
D. SAURIN

La République mande et ordonne au ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2008 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat

Au titre de la F.S.U.(17 A, rue Laurent Bonnevey – 54000 NANCY)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Rose CORNU Professeur des écoles Ecole maternelle Delaunay 54270 ESSEY LES NANCY	Henri LOSTETTE Professeur certifié Collège St-Exupéry 54210 SAINT NICOLAS DE PORT
Didier COLIN Maître Ouvrier LP Schwartz 54340 POMPEY	Dominique GERARD Professeurs des écoles Ecole élémentaire Vautrin 54320 MAXEVILLE
Vincent BIRCKEL Professeur des écoles Ecole élémentaire Maurice Humbert 54200 TOUL	Jackie CESARONI Professeur d'E.P.S. L.P.R. rue de la Tuilerie 54800 JARNY
Etienne MASSON Professeur certifié Lycée Majorelle 54200 TOUL	Emmanuel DEGRITOT Professeur des écoles Ecole élémentaire L. Guingot 54670 CUSTINES
François WEY Professeur certifié Lycée E. Héré 54520 LAXOU	Christelle MAUSS Professeur des écoles Ecole maternelle Bonsecours 54000 NANCY

B) Au titre de U.N.S.A. Education (Tilleul Argenté BP 2079 – E.17 Rue L. Bonnevey 54000 NANCY)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Claude THIEBAUT Professeur certifié Collège de l'Embanie 54110 DOMBASLE	Frédéric NORO P.E. spécialité SEGPA Collège A. Camus 54140 JARVILLE
Jean-Marc DAP Directeur école élémentaire Buthégnémont 54000 NANCY	Philippe TURI Professeur des écoles Ecole élémentaire Didion-Raugraff 54000 NANCY
Magali LECLAIRE Professeur des écoles Ecole maternelle Montessori 54530 PAGNY SUR MOSELLE	Gilles RAPIN P.E.G.C. Collège J. Franck 54250 CHAMPIGNEULLES

Membres représentant les usagers

Représentants de parents d'élèves

Au titre de la F.C.P.E. (11 avenue des Jonquilles - 54500 VANDOEUVRE)

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Bernard FERY 8 rue Croix la Pâte 54150 BRIEY	Annick THIMON 1 allée de Beauregard 54520 LAXOU
Jaafar GHANBAJA 5 allée de Champagne résidence Ville de France 54500 VANDOEUVRE	Brigitte RIGAUX-DIDOT 13 rue Henri Poulet 54470 THIAUCOURT - REGNEVILLE
Fabienne PALINIEWICZ 120 rue Jacques Gruber 54710 LUDRES	Didier JACQUEMIN 40 rue Jean Jacques Rousseau 54130 SAINT-MAX
Daniel THOMASSIN 43 D rue du Pavillon 54220 MALZEVILLE	Hervé FREZZA-BUET 14 rue de Laneufville 54910 VALLEROY

Anne DELANZY 2 rue du Rambetant 54110 VARANGEVILLE	Jean-Loup PETITJEAN 164 rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY
--	--

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 27 octobre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 15 janvier 2009 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat

F.N.E.C. – F.P. – F.O. (12, rue Raugraff – 54000 NANCY)

TITULAIRE	SUPPLEANT
Madame Dominique BEN AMMAR Professeur Certifié Collège La Fontaine 54520 LAXOU	Monsieur Gilles BOURNEL P. L. P. L.P. Bardot 54700 PONT-A-MOUSSON

Membres représentant les usagers

B) Représentant des associations complémentaires

TITULAIRE

Madame Isabelle GIFFART
Déléguée nationale en région
de la Jeunesse au Plein Air
47-49 rue Isabey
54000 NANCY

En remplacement de Monsieur Alain CRONNE

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 15 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service actions et établissements de santé

Nomination au choix - Avis de vacances de postes - Agent chef de deuxième catégorie

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 4 (3°), les établissements bénéficiaires d'un poste à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2008, dans le grade d'agent chef de deuxième catégorie sont les suivants :

Centre hospitalier Maillot 31 avenue Albert de Briey BP 99 54151 BRIEY CEDEX	1 poste
Hôpital local intercommunal 3H santé 62 rue Raymond Poincaré BP 8 54480 CIREY-SUR-VEZOUZE	1 poste
Maison de retraite 16 rue Maurice Barrès 54830 GERBEVILLER	1 poste

Peuvent faire acte de candidature :

- Les agents de maîtrise principaux, les maîtres ouvriers principaux et les conducteurs ambulanciers hors catégorie ainsi que les agents de maîtrise, les maîtres ouvriers et les conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie comptant au moins trois ans de services effectifs dans leur grade.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

Nomination au choix - Avis de vacances de postes - Agent de maîtrise

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 10 (2°), et article 48, l'établissement bénéficiaire d'un poste à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2008, dans le grade d'agent de maîtrise est le :

Centre hospitalier Maillot 1 poste
31 avenue Albert de Brie
BP 99
54151 BRIEY CEDEX

Peuvent faire acte de candidature :

- Les maîtres ouvriers et les conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie comptant au moins un an de services effectifs dans leur grade ainsi que les ouvriers professionnels qualifiés, les conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie ayant atteint au moins le 5^{ème} échelon de leur grade et comptant au moins six ans de services effectifs dans leur grade.
- Les ouvriers professionnels qualifiés, conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie et les agents de service mortuaire et de désinfection de 1^{ère} catégorie ayant atteint au moins le 4^{ème} échelon de leur grade.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

